

RHÔNE

LE DÉPARTEMENT

Fonds du parquet général de la cour d'appel de Lyon

1800-1940

2 U 1/1-237

Répertoire numérique détaillé
établi par Pauline Gendry,
conservateur du patrimoine stagiaire
sous la direction de Benoît Van Reeth
directeur des Archives départementales du Rhône

2013

ARCHIVES

INTRODUCTION

Identification

Référence

FR AD 69/2 U 1/1-237

Cotes extrêmes

2 U 1/1-237

Intitulé

Fonds du parquet général de la cour d'appel de Lyon.

Dates extrêmes

1800-1951.

La période considérée s'étend de 1800 à 1940 mais certains documents liés à des dossiers sont plus tardifs (1951).

Certaines pièces de dossiers de procédure ainsi que des pièces justificatives accompagnant les correspondances peuvent être bien antérieures à la date de constitution du dossier ; la date de ces documents n'a pas été prise en compte dans les dates extrêmes.

La coupure de 1940 a été préférée à celle de 1958, généralement admise pour les fonds des tribunaux de première instance, car les cours d'appel n'ont pas été touchées par la réforme judiciaire de 1958.

Niveau de la description

La description s'est faite au niveau du dossier.

Importance matérielle

12,98 mètres linéaires

Contexte

Producteur

Cour d'appel de Lyon, parquet général.

Historique du producteur

Histoire de l'appel depuis 1800

Les cours d'appel sont issues des tribunaux d'appel créés par la loi du 27 ventôse an VIII (1800). Dans cette loi, qui définissait l'organisation judiciaire voulue par le Premier consul Bonaparte, l'appel est défini et organisé au titre III. L'article 21 entérine la création de 29 tribunaux d'appel tandis que l'article 22 donne les attributions de ces tribunaux d'appel. Ces derniers ont compétence pour statuer sur les appels des jugements de première instance rendus en matière civile par les tribunaux d'arrondissement et sur les appels de jugements de première instance rendus par les tribunaux de commerce. Par l'article 24 est institué un commissaire du gouvernement représentant le ministère public auprès de chaque tribunal d'appel.

Cette nouvelle juridiction met fin à l'ancien système d'appel de 1790 qui avait été mis en place à la suppression des juridictions d'Ancien Régime. Elle est donc la lointaine héritière des parlements, juridictions d'appel de l'Ancien Régime.

Cependant, dès 1804, la nouvelle constitution de l'Empire, instaurée par le sénatus-consulte du 28 floréal (18 mai), donne une nouvelle dénomination à ces tribunaux d'appel qui deviennent cours d'appel. Les commissaires du gouvernement près des tribunaux d'appel et des tribunaux criminels prennent désormais le titre de procureurs généraux impériaux.

Ces cours d'appel sont définitivement installées par le décret du 25 novembre 1810, qui fait suite à la loi du 20 avril sur la réorganisation judiciaire. Elles prennent le nom de cours impériales et sont compétentes en matière civile et criminelle. La loi du 20 avril avait fixé les fonctions du procureur général impérial. La composition du parquet impérial général est fixée par le décret du 6 juillet 1810.

En 1814, la cour impériale devient cour royale. La dénomination de cette juridiction suivra ensuite les fluctuations politiques et les différents changements de régime. Elle redevient donc par exemple cour impériale sous le Second Empire.

L'organisation du parquet se stabilise définitivement par la loi du 30 août 1883 qui détermine le nombre des procureurs généraux, avocats généraux et substituts.

La dernière grande modification intervient lors de la réforme de 1958 qui donne à la cour d'appel le statut d'unique juridiction d'appel de l'ordre judiciaire, ce qui n'est pas le cas pour la période considérée ici.

Parquet et procureur : évolution

Le parquet désigne à l'origine l'endroit de la salle d'audience où la magistrature debout se tenait, séparée de la magistrature du siège. Le parquet est en effet le nom donné à la magistrature debout dont le nom renvoie au fait qu'elle énonce ses réquisitions debout. La structure du parquet au XIX^e et XX^e siècles remonte au XIII^e siècle. À cette époque, les procureurs sont chargés de défendre les intérêts du roi. Peu après apparaissent les substituts et les avocats qui aident les procureurs dans leur travail. On notera que les avocats du parquet sont des magistrats et non des avocats au sens actuel du terme, ce qu'ils resteront.

Sous l'Ancien Régime, le procureur prend le nom de procureur général du roi. On les trouve auprès des cours souveraines.

À la Révolution, l'idée d'un ministère public est conservée par les lois du 16 et du 24 août 1790, puis à travers le personnage de l'accusateur public dès 1792.

L'accusateur public est remplacé dès 1800 par le commissaire du gouvernement qui officie dans les tribunaux d'appel et les tribunaux criminels. Ils reprennent la dénomination de procureurs en 1804 et seront désormais déterminés sous l'expression de procureurs généraux, qu'ils soient impériaux, royaux ou de la République suivant les différents régimes politiques.

Le parquet général de la cour d'appel de Lyon

La cour d'appel de Lyon siège dans le palais de justice historique, quai Romain Rolland, en bordure de Saône. Elle ne fait pas partie des juridictions transférées dans le nouveau bâtiment construit en 1995, rue Servient.

Le palais de justice historique appelé palais des Vingt-quatre colonnes est le siège originel de la justice lyonnaise puisque, dès le XV^e siècle, à ce même emplacement se trouvait le siège de la sénéchaussée à laquelle succéda le présidial pour lequel on édifia un nouveau bâtiment, le Palais de Roanne. Les rois de France ayant longtemps considéré Lyon comme la rivale de Paris et comme une ville insoumise, ils n'y installèrent jamais de parlement. À la Révolution, pendant la Terreur (1793-1794), le palais fut investi par le tribunal révolutionnaire. Puis les juridictions contemporaines prirent à leur tour place dans le palais, reconstruit en 1847 par l'architecte Balthard. Il était notamment le siège, en plus de la cour d'appel, du tribunal civil ou de première instance qui deviendra en 1958 tribunal de grande instance.

Actuellement le parquet général est toujours situé dans le palais de justice historique.

Organigramme et structure du parquet

À la tête du parquet général se trouve le procureur général, chef du parquet, chargé de l'application de la loi pénale et de la défense de l'intérêt de la collectivité au nom de l'État et du ministre de la Justice, Garde des Sceaux. Il est le supérieur hiérarchique direct des procureurs de la République de son ressort, qui siègent auprès des tribunaux de première instance. Le procureur général est soumis à la tutelle directe du Garde des Sceaux par l'intermédiaire de la direction des Affaires criminelles et des Grâces. Ce dernier peut exercer sur eux des sanctions disciplinaires. Le procureur général est assisté de substituts du procureur général et a sous ses ordres des avocats généraux qui représentent physiquement le ministère public devant la cour d'appel. Auprès du procureur se trouve généralement rattaché un secrétariat du parquet qui veille aux tâches administratives et à la circulation des dossiers.

Attributions et fonctionnement du parquet général aux XIX^e et XX^e siècles

Le cœur originel de l'activité du parquet général est situé dans la direction, par l'intermédiaire du procureur général, des poursuites ou de l'accusation publique auprès d'une cour d'appel.

La cour d'appel de Lyon est compétente pour des recours émanant de juridictions situées dans les départements de l'Ain, de la Loire et du Rhône qui constituent son ressort, c'est-à-dire :

- 10 tribunaux civils ou de première instance (Belley, Bourg-en-Bresse, Gex, Nantua, Trévoux, Montbrison, Roanne, Saint-Etienne, Lyon, Villefranche-sur-Saône) qui recueillaient eux-mêmes les appels des justices de paix, présentes dans chaque canton, et des conseils de prud'hommes.

- 6 tribunaux de commerce (Bourg-en-Bresse, Roanne, Saint-Étienne, Lyon, Tarare, Villefranche-sur-Saône).

Le parquet général peut en outre mener la réquisition auprès des cours d'assises de son ressort. Dans ce cas, le représentant du parquet général, quelque soit son grade (procureur, substitut, avocat), est appelé avocat général.

En termes d'action publique, le parquet général a également pour mission de participer à l'élaboration de la politique pénale et de la mettre en œuvre selon les directives de la Chancellerie. Il doit à ce titre veiller à l'harmonisation de cette politique au sein des différents parquets de son ressort, en témoigne l'abondante correspondance entretenue avec les procureurs de la République.

En matière d'attributions au pénal, le parquet général est chargé de la surveillance de la police judiciaire dirigée toutefois par le procureur de la République. La police judiciaire est donc le levier d'action du procureur de la République pour la recherche des infractions mais répond de ses actes devant le procureur général qui peut assigner ses agents à comparaître.

Concernant les attributions civiles, le parquet général défend les intérêts de l'État notamment en contrôlant l'état civil, c'est-à-dire la conformité des actes et l'usage des prénoms ainsi que les changements de patronyme. Il vérifie donc annuellement les registres d'état civil. De même, il opère la vérification des comptabilités notariales puisque les notaires sont des officiers publics et ministériels. Lui revient de surcroît la protection de l'enfance (déclaration judiciaire d'abandon, adoption, déchéance d'autorité parentale, tutelle, curatelle, protection des aliénés). Dans ce domaine, les actions judiciaires interviennent au niveau des tribunaux de première instance mais le procureur général exerce une forte surveillance sur ces affaires.

En raison de sa position hiérarchique, le parquet général est en charge du bon fonctionnement des juridictions du ressort de la cour d'appel. À cette fin, le procureur général effectue de nombreuses tournées d'inspection.

Dans le cadre de ses attributions administratives, le parquet général est également chargé de l'assermentation de certains personnels judiciaires comme les juges, les magistrats et les experts-judiciaires et des officiers ministériels (notaires, huissiers...) nommés par le Garde des Sceaux.

On évoque souvent de nos jours les accointances des procureurs généraux avec leur tutelle politique en la personne du Garde des Sceaux. Cette observation serait toutefois plus appropriée pour le XIX^e siècle où le parquet général est étroitement dépendant de l'autorité politique. Le parquet apparaît à cette époque comme le véritable bras armé du gouvernement qui conçoit les lois tandis que le parquet les met à exécution localement. Au regard de cette très forte imbrication entre politique et ministère public, on comprend mieux l'étroite collaboration qui existait entre le parquet général, les préfetures départementales et les services de police. La collaboration entre ces trois entités permettait un véritable effet coercitif en matière d'application des lois.

Dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, le parquet général a déjà presque acquis sa structure définitive ; le procureur général dispose donc d'une position stable et peut donner toute la mesure de son implication politique qui se traduit généralement dans ses discours de rentrée de la cour lors de l'audience solennelle. Cet engagement cependant n'est pas sans risque, ce dont témoigne les grandes purges opérées parmi les procureurs généraux en 1830, 1848, 1852 et 1879 lors des changements politiques.

Les relations étroites avec la Chancellerie donnent au parquet général tout pouvoir pour surveiller tous les domaines de la vie sociale. Il est en quelque sorte comme un second préfet dans le département, ce qui n'est pas sans engendrer des querelles personnelles entre procureurs généraux et préfets, malgré le travail commun de leurs services. Le procureur général est donc généralement considéré comme l'agent le plus fiable du pouvoir au sein de l'administration locale. Cette surveillance de la société se traduit par les innombrables rapports constitués par le procureur général et envoyés à la Chancellerie. Ce dernier est aussi le relai des décisions ministérielles auprès des procureurs de la République qui à leur tour répercutent les instructions à l'échelon le plus bas des justices de paix.

Le parquet général constitue par conséquent un levier efficace pour la mise au point des statistiques ministérielles. Le processus d'élaboration en est clairement identifié, comme on le verra dans ce fonds précis du parquet général de Lyon :

- la Chancellerie envoie les cadres statistiques au parquet général
- le procureur général demande aux procureurs de la République de les remplir
- le procureur général annote les cadres remplis par les procureurs de la République et leur demande au besoin des rectifications
- une fois les informations validées et centralisées, le procureur général met au propre les tableaux pré-imprimés de la Chancellerie
- envoi à la Chancellerie

Ces tableaux constituent les statistiques officielles qui sont envoyées à la Chancellerie et qui permettent au procureur de rédiger sa mercuriale annuelle.

On voit l'importance stratégique du procureur dans la vie judiciaire, administrative et politique locale. Il sera donc naturellement celui, avec le préfet, à qui on confiera la gestion des situations de crise, qu'elles soient nationales en organisant la défense passive de l'administration judiciaire en prévision de la guerre, ou qu'elles soient locales comme la surveillance des mouvements politiques notamment les anarchistes à Lyon.

Historique de la conservation

Le fonds du parquet général a, semble-t-il, toujours été conservé dans les locaux de la cour d'appel avec l'ensemble des archives de la juridiction et avec celles du tribunal de première instance de Lyon, devenu tribunal de grande instance, qui siégeait au même endroit, d'abord dans l'ancien palais de Roanne édifié pour accueillir le présidial au XVI^e siècle puis au Palais des Vingt-quatre colonnes, construit à l'emplacement de l'ancien Palais de Roanne, quai Romain Rolland à Lyon.

Suite à leurs différents versements aux Archives départementales du Rhône, les archives du parquet général ont pris place dans les magasins de la section moderne des Archives, rue Servient. Elles ont alors reçu des cotes provisoires. Le plus gros versement a donné lieu à une cotation en 3 Up puis 2 Up, une fois établie la distinction entre le fonds du parquet général et celui du parquet du tribunal de première instance. Le 2 Up a été constitué à partir des cotes 3 Up 1-291. Cependant quelques pièces du parquet général ont subsisté en 3 Up. Les autres parties du fonds étaient intégrées à des versements plus larges incluant des archives du greffe, des chambres ou du premier président, cotées à leur arrivée aux Archives en U, Usup, voire même W. Certains éléments constituaient également un petit vrac.

Après la reconstitution et le classement de ce fonds et au regard des préconisations du service interministériel des Archives de France pour la cotation de la série U Justice

(circulaire AD 98-8), il a été décidé de coter ce fonds à quatre éléments : 2 U 1/. La sous-série 2 U est en effet réservée à la cour d'appel et à la cour d'assises. L'élément 1 désigne plus particulièrement le fonds du parquet général. Le greffe sera à la suite classé en 2 U 2/ et la cour d'assises en 2 U 3/.

Modalités d'entrée

Étant donné l'extrême dispersion du fonds issu de plusieurs versements différemment cotés, il est difficile de reconstituer l'historique de ceux-ci dont les Archives départementales n'ont pas la trace de la totalité. De surcroît, il faut préciser que la plupart des versements n'étaient pas effectués par le parquet lui-même mais par la cour d'appel en général, ce qui signifie qu'ils comprenaient parfois des archives du greffe ou des chambres qui n'étaient pas toujours distinctes. Parfois même les versements sont signalés comme venant du Palais de justice, c'est-à-dire de la cour d'appel et du tribunal de grande instance confondus.

Le plus gros versement pour le parquet général date du 1^{er} décembre 1962. Il est entré par le bordereau 272 W qui indiquait de manière très générale que les 30 gros cartons versés contenaient la correspondance du procureur général pour la période 1870-1960. C'est ce versement qui a fait l'objet d'une cotation provisoire en 3 Up puis en 2 Up pour la partie définie comme relevant du parquet général, tandis que la partie identifiée comme tribunal de première instance était restée cotée en 3 Up.

Le versement 4613 W (1909-1999) du 30 août 2011 comportait également quelques documents du parquet général concernant la période 1800-1940, de même que le versement 4549 W.

En revanche, les Archives départementales ne conservent aucune trace d'un versement qui aurait concerné le parquet pour la période antérieure à 1870.

Trois autres versements sont susceptibles d'avoir contenu des archives du parquet mais nous n'avons aucune certitude à ce sujet :

- versement de juillet 1940 sur la défense passive. Le fonds actuel du parquet général comporte en effet une partie défense passive dans la thématique « Administration judiciaire en temps de guerre ».
- versement du 20 mai 1958 concernant des procédures d'appels correctionnels.
- versement du 25 novembre 1962 comprenant 153 liasses issues de la cour d'appel (1908-1931) et cotées provisoirement en U.

Contenu et structure

Présentation du contenu

Ce fonds comporte des documents produits par le procureur général ou reçus par lui et qui traduisent l'ensemble de la diversité de ses activités. Plus que le fonds du parquet général, ce fonds semble avant tout être celui du procureur général. On trouvera peu de documents relatifs à l'activité des autres membres du parquet, tels que les substituts ou les avocats généraux. C'est plutôt à travers le contenu des documents du procureur général que nous serons renseignés plus largement sur l'activité du parquet dans son ensemble.

Ce fonds permet de comprendre l'étendue des prérogatives et compétences du procureur général en matière de justice mais également d'action publique. On trouvera tout d'abord la partie concernant ses relations avec la Chancellerie dans le cadre de la mise en application de la législation en matière judiciaire. À cet égard, le procureur

général est le relai de cette législation dans le ressort de la cour d'appel, ce dont témoigne sa correspondance avec les différents procureurs de la République.

En tant que relai de l'administration centrale, le procureur veille à l'organisation des juridictions et à l'application des réformes, ce qui fait l'objet de la deuxième partie thématique du classement.

Comme premier personnage de la cour d'appel avec le premier président, il a droit de regard sur le choix des candidats aux divers postes de la cour et sur leur carrière. On trouvera également les dossiers de candidatures et nominations des magistrats des justices subalternes.

Les documents illustrant le mieux l'étendue des pouvoirs du procureur général dans la sphère publique sont ceux relevant de l'activité de contrôle qui lui est confiée par le Garde des Sceaux. Cette activité se traduit dans tous les domaines de la vie judiciaire, sociale, économique et politique par la production de statistiques centralisées par la Chancellerie.

Le cœur de l'activité du procureur général réside néanmoins dans la représentation du ministère public lors des affaires judiciaires en appel. Il est cependant parfois difficile de différencier dans les dossiers de procédure présents dans ce fonds ceux qui ont réellement été traités par le procureur dans le cadre d'une procédure en appel et ceux qui lui ont été transmis pour information par les juridictions subalternes.

Évaluation, tri et éliminations

Dès 1964, un tri avait été opéré dans les versements de 1962. Environ 300 liasses concernant la période 1920-1940 avaient été éliminées.

La réalisation de cet instrument de recherche a permis d'affiner le tri et de procéder à l'élimination des doublons (circulaires, modèles de lettres, cadres statistiques...), des brouillons informels, des enveloppes de correspondance, des accusés de réception des circulaires et des cadres statistiques vierges. Ces documents ont fait l'objet d'un bordereau d'élimination et représentent 0,3ml.

Accroissements

Le fonds du parquet général est un fonds clos sauf pour le cas où des archives seraient retrouvées.

Mode de classement

Il s'agit d'un répertoire numérique détaillé. Un classement thématique a été choisi. Par exemple, on ne trouvera pas les affaires classées par ordre alphabétique des noms des affaires mais par types de juridictions et d'affaires.

Conditions d'accès et d'utilisation

Conditions d'accès

Toutes les cotes sont librement communicables à l'exception de celles qui, en vertu de la loi n° 2008-696 du 15 juillet 2008 (Code du patrimoine, art. L. 213-2), sont soumises à des délais de communication en raison du contenu des documents :

Cote	Délai	Date de communicabilité	Objet du délai
2 U 1/113	100 ans	2034	Documents relatifs à des personnes mineures
2 U 1/114	100 ans	2035	Documents relatifs à des personnes mineures
2 U 1/116	100 ans	2041	Documents relatifs à des personnes mineures
2 U 1/117	100 ans	2040	Documents relatifs à des personnes mineures
2 U 1/118	100 ans	2038	Documents relatifs à des personnes mineures
2 U 1/119	100 ans	2037	Documents relatifs à des personnes mineures
2 U 1/130	100 ans	2038	Documents relatifs à des personnes mineures
2 U 1/176	75 ans	2017	Dossiers de juridiction
2 U 1/178	75 ans	2014	Dossiers de juridiction
2 U 1/179	75 ans	2014	Dossiers de juridiction
2 U 1/180	75 ans	Dossier « Locataires mobilisés » : 2016 Dossier « Expulsion de locataires » : 2017	Dossiers de juridiction
2 U 1/196	75 ans	2015 (dossiers « Exercice illégal de l'activité notariale » et « Exercice illégal de la pharmacie »)	Dossiers de juridiction
2 U 1/197	75 ans	2023	Dossiers de juridiction
2 U 1/203	100 ans	2040	Affaires d'agressions sexuelles sur mineurs
2 U 1/207	75 ans	Affaire Y. : 2014 Affaire D. : 2015	Dossiers de juridiction
2 U 1/208	75 ans	Dossier « Recel de lettres volées » : 2015	Dossiers de juridiction
2 U 1/210	75 ans	Dossier « Baisse artificielle des prix » : 2015	Dossiers de juridiction
2 U 1/212	75 ans	Affaire du sou par bouteille : 2015	Dossiers de juridiction
2 U 1/217	75 ans	Dossier « Accident de chemin de fer » : 2015	Dossiers de juridiction
2 U 1/218	75 ans	2015	Dossiers de juridiction
2 U 1/220	100 ans	2034	Documents relatifs à des personnes mineures et/ou documents relatifs

			à l'intimité sexuelle
2 U 1/223	75 ans	2016	Dossiers de juridiction
2 U 1/231	75 ans	2020	Dossiers de juridiction

Toutefois, il est possible de faire une demande de dérogation pour consulter des documents soumis à un délai (Code du patrimoine, art. L. 213-3). La demande sera effectuée auprès des Archives départementales et traitée par le Service interministériel des Archives de France.

Conditions de reproduction

Dans le cadre d'un usage personnel n'impliquant pas une utilisation commerciale, la reproduction photographique est libre à condition d'en demander l'autorisation en salle de lecture. Un formulaire est prévu à cet effet. La reproduction par photocopie est payante au tarif affiché en salle de lecture.

Dans le cadre d'une utilisation commerciale de données publiques, la reproduction est gratuite mais soumise à la signature d'une licence d'autorisation qui engage l'utilisateur à respecter certaines conditions.

Concernant une consultation par dérogation, l'autorisation de reproduction est donnée par le Service interministériel des Archives de France.

Langue et écriture des documents

Tous les documents sont en français à l'exception de quelques pièces isolées en anglais ou italien et relevant de la correspondance avec des autorités diplomatiques, judiciaires ou des personnes particulières étrangères.

Il est à signaler que beaucoup de télégrammes sont cryptés avec des chiffres mais sont accompagnés de leur transcription dans l'interligne ou sur un brouillon à part.

Quelques documents du début du XIX^e siècle demandent des rudiments paléographiques.

Caractéristiques matérielles et contraintes techniques

La présence de nombreux papiers pelure nécessite une manipulation précautionneuse. De même de nombreuses affiches sont quelque peu détériorées, il conviendra donc de les déplier avec soin à un emplacement suffisant pour des grands formats.

Les ficelles reliant les pièces de dossier de procédure ont été retirées et remplacées par des bandeaux de papier neutre qu'on veillera à remettre en place pour ne pas égarer une pièce d'un dossier.

Instrument de recherche

Répertoire numérique détaillé.

Contrôle de la description

Notes de l'archiviste

Répertoire numérique détaillé réalisé par Pauline Gendry, élève conservateur du patrimoine, sous la direction de Benoît Van Reeth, directeur des Archives départementales du Rhône.

Règles ou conventions

Ce répertoire numérique détaillé est conforme aux prescriptions de la norme ISAD(G).

Dates de la description

Cet instrument de recherche a été réalisé entre juin 2012 et janvier 2013.

SOURCES COMPLÉMENTAIRES

I. Fonds des administrations ou juridictions en relation avec le parquet général

A. Archives nationales

1. Fonds de la Chancellerie

Une partie des Archives du ministère de la Justice pour la période moderne est conservée aux Archives nationales dans la série BB. Certaines sous-série concernent plus particulièrement les relations de la Chancellerie avec le réseau des juridictions :

BB² Affaires civiles.

BB³ Affaires criminelles.

BB⁵ Organisation judiciaire.

BB⁶ Cours et tribunaux.

BB6 I à 563, BB6 II 1 à 611. Cours d'appel et tribunaux de première instance (An VIII-1927). Dossiers personnels de magistrats (1848 env.-1900 env.).

BB6 II 612 à 1294. Dossiers personnels des magistrats ayant cessé leurs fonctions entre 1900 environ et 1942 environ.

BB⁸ Justices de paix.

BB¹⁶ Correspondance générale de la division civile.

BB¹⁷ Cabinet particulier du ministre.

BB¹⁸ Correspondance générale de la division criminelle.

BB²⁶ Frais de justice.

BB²⁹ Enregistrement général de la correspondance.

BB³⁰ Versements de 1904, 1905, 1908, 1929, 1933, 1936, 1941, 1943-1944, 1956, 1959, 1961.

B. Ministère de la Justice

Toutes les archives du ministère de la Justice ne sont cependant pas conservées aux Archives nationales, le ministère en conserve une partie.

Série B : organisation judiciaire de la France et documents concernant le personnel judiciaire.

Série C : direction des Affaires civiles et du Sceau.

Série D : direction des Affaires criminelles et des grâces.

C. Archives départementales du Rhône

1. Fonds de la préfecture

- U 1296-1297 Affaires criminelles. - Instruments des exécutions des décisions de justice, entretien et réparation du grand échafaud et des charettes : correspondance entre le préfet, le procureur général, le ministre de la justice, l'architecte départemental et l'exécuteur, devis, description de l'échafaud de Lyon (1824-1859) ; Bois de justice, transfert à la maison d'arrêt de Perrache : correspondance entre le préfet, le procureur général et l'architecte départemental (1863-1864).
1824-1864
- U 1297 Affaires criminelles. - Exécution des arrêts criminels, proposition de soumission : correspondance entre le préfet, les soumissionnaires, le procureur général.
1845-1847
- U 1387 Justice de paix. - Greffiers de la justice de paix, nominations : procès-verbaux de prestation de serment (1824). Juges de paix et suppléants, recrutement (classement par canton) : lettres de candidatures, correspondance, notes de service (1831-1869) ; suivi des suspensions : arrêtés, correspondance, listes, pétitions (1870). Juges de paix, suppléants et greffiers, enquêtes de recrutement (1821-1827). Justice de paix, suivi des postes : états des mutations (1816).
1816-1870
- U 1388 Magistrat, enquêtes de recrutement : correspondance (1824-1827) ; suivi des avancements et des carrières : correspondance (1917-1918).
1917-1927
- U 1389 Notariat, organisation et attributions : arrêtés, affiches, correspondance (1791-1853) ; recrutement : lettres de candidatures, enquêtes (an VIII-an XI, 1824-1828), dossiers des candidats (classement alphabétique) (an VIII-an XI).
1791-1853
- U 1390 Notariat, projet de loi : états des notaires exerçants dans le Rhône, correspondance.
an VIII-an XII
- U 1391 Notariat, suivi des résidences notariales : correspondance, affiches, mémoires (an IX-an XI, 1834, 1845, 1847, 1857, 1858) ; cautionnement : arrêtés, correspondance (an VIII-an XII).
an VIII-1858

2. Fonds du parquet du tribunal de première instance de Lyon

On trouvera dans le fonds du parquet du tribunal de première instance le pendant des affaires ou de la correspondance du parquet général traitées par le procureur royal, impérial puis de la République.

L'essentiel du fonds du parquet de Lyon constitue le fonds 3 Up et plus particulièrement les articles 3 Up 293 à 3 Up 1268.

On trouvera cependant quelques pièces sous les cotes 14 DEM 2 et 14 DEM 5 ainsi que sous les cotes U 1133, U 1163-1170.

3. Fonds de police

Les fonds de police des Archives départementales concernent la série M :

10 M	Conflits sociaux, relations entre la police et le parquet.
4 M 4	Rapport de la police de Lyon avec la justice.
4 M 76-105	Rapports de police des commissaires et agents de police de Lyon et son agglomération (1802-1873).
4 M 156-164	Correspondance, divers (1801-1940).
4 M 168-202	Police judiciaire.
4 M 203-342	Police politique.
4 M 343-394	Administration de la sûreté.

4. Fonds de l'administration pénitentiaire

1 Y	Fonds de la préfecture.
2 Y	Fonds des établissements pénitentiaires.

D. Archives départementales de l'Ain

1. Tribunal civil de l'arrondissement de Belley

3 U 1-134	Parquet
-----------	---------

2. Tribunal civil de l'arrondissement de Bourg-en-Bresse

3 U 1515-1869	Parquet
---------------	---------

3. Tribunal civil de l'arrondissement de Gex

3 U 3467-3471	Parquet
---------------	---------

4. Tribunal civil de l'arrondissement de Nantua

3 U 3870-4012 Parquet

5. Tribunal civil de l'arrondissement de Trévoux

3 U 5411-5600 Parquet

Par ailleurs, le fonds de la cour d'assises de l'Ain contient, entre autres, le dossier de l'affaire Vacher sous la cote 2 U 300.

E. Archives départementales de la Loire

Est présenté ici l'état des fonds des tribunaux de première instance de la Loire. Ces fonds n'ayant jamais été classés, on ne trouvera mentionnés que les versements dont certains ont été recotés dans la série U. Tout ne concernera donc pas les parquets de ces tribunaux.

1. Tribunal de première instance de Montbrison

Cote	Instrument de recherche
U415-518	Fichier série U
UDEM 7020-7041	Classeur série U
UDEM 8761	Classeur série U
1171 VT 1	Bordereau existant
1209 W	Bordereau existant
1334 VT	Bordereau existant
1412 VT 1-154 1412 W 155-253	Bordereau existant
1413 W	Bordereau existant
1414 VT	Pas de bordereau
1414 W	Bordereau existant
1442 VT et 1442 W	Bordereaux existants
1473 W	Bordereau existant
1473 VT 1-21	Bordereau existant
1488 VT 10-45	Bordereau existant
1488 W	Bordereau existant
1490 W	Bordereau existant
1490 VT 35-60/3	Bordereau existant
1735 W	Bordereau existant
1736VT	Bordereau sommaire
1784 W	Bordereau existant
1784 VT	Bordereau
2117 VT	Bordereau sommaire
2541W	Bordereau existant
2744 VT 1-48	Bordereau existant
VT 2009 40	Bordereau existant
VT 2010 6	Bordereau existant

2. Tribunal de première instance de Roanne

Cote	Instrument de recherche
U519 à 526	Fichier série U
Entrée 1119	Bordereau existant
1267 VT	Bordereau existant
1267 W	Bordereau existant
1268 W	Bordereau existant
1930 W	Bordereau existant
1931 W	Bordereau existant

3. Tribunal de première instance de Saint-Etienne

Cotes	Instruments de recherche
U 527-733	Fichier série U
U 958-2124	Fichier série U
UDEM 2526-2527	Classeur série U
10 W 1-223	Bordereau existant
667 VT 1	Bordereau existant
670 VT 1-126	Bordereau existant
1147 W 1-8	Bordereau existant
1210 W 1-120 331-345	Bordereau existant
1533 VT 1-11	1 seul bordereau VT et W
1533 W 9-28 44-54 61-64	1 seul bordereau VT et W
1574 VT 1	Bordereau existant
1601 W 1-7	Bordereau existant
1605 W 1-2	Bordereau existant
1606 W 1-35	Bordereau existant
1616 W 1-51	Bordereau existant
1622 VT 1-42	Bordereau existant
1623 W 1-50	Bordereau existant
1624 W 1-30	Bordereau existant
1626 W 1-6	Bordereau existant
1662 VT 1-11	Bordereau existant
1679 W 1-10	Bordereau existant
1699 VT 1-3	Bordereau existant
1700 W 1-4	Bordereau existant
1704 W 1-84	

1716 W 1	
1717 W 1-2	Bordereau existant
1720 VT 1-6	
1725 W 40-59 61-76	Bordereau existant
1726 VT 1-113	
1728 W 1	Bordereau existant
1729 W	Bordereau existant
1730 VT 1-4	Bordereau existant
1733 VT 1-19	Bordereau existant
1777 VT 1-13	Bordereau existant
1778 VT 1-25	Bordereau existant
1779 VT 1-8	Bordereau existant
1786 VT 1-14	Bordereau existant
1787 VT 1-4	Bordereau existant
1788 W	Bordereau existant
1790 W 1-10 13-16	Bordereau non détaillé
1797 W 1-22	Bordereau non détaillé
1860 VT 1-16	Bordereau existant
1861 W 1-6 15-17 19-20	Bordereau existant
1861 VT 1	Bordereau existant
1862 VT 1	Bordereau existant
1862 W 5-34	Bordereau existant
1866 VT 1-8	
1879 VT 1-20	
1880 VT 1-15	Bordereau existant
2026 W 1	Bordereau existant
2076 VT 1-4	Bordereau existant
2085 VT 1-26	Bordereau existant
2089 VT 1-15	Bordereau existant
2090 VT 1-46	Bordereau existant
2110 VT 1	Bordereau existant
2134 VT	Pas de bordereau
2228 W 1	Bordereau existant
2262 W 5	Bordereau existant
2271 W 69-72	Bordereau existant

II. Fonds du parquet général pour les périodes antérieures et postérieures

A. Période révolutionnaire

1. Série L des Archives départementales du Rhône

De manière générale, on pourra trouver des éléments sur le fonctionnement de la justice révolutionnaire dans cette série. Le parquet n'existe plus en tant que tel à cette période mais le ministère public reste assuré par un accusateur public.

2. Fonds du parquet du Tribunal criminel (an VIII-1811)

Statistiques

Fonctionnement des tribunaux criminels	2 U 1-4
Statistiques adressées au procureur général du tribunal criminel	2 U 5-7

Correspondance passive

Correspondance générale classée par expéditeur	2 U 8-11
Dossiers de correspondance constitués	2 U 12-15

Jury

Listes des jurés	2 U 16-17
------------------	-----------

B. Période contemporaine

Affaires suivies par le parquet général

Correspondance et dossiers du procureur général

1960-1969	4002 W 1-184
1954-1981	4030 W 1-63
1970-1986	4051 W 1-124
1986-1988	4258 W 1-19
1987-1988	4478 W 1-38
1986-1987	4528 W 1-19
1989	4557 W 1-17
1990	4582 W 1-25
1991	4583 W 1-16
1992	4584 W 1-20
1993	4585 W 1-18

1994	4589 W 1-21
1995	4590 W 1-22
1996	4591 W 1-26
1997	4594 W 1-32
1998	4595 W 1-35
1999	4597 W 1-30

Affaires signalées

1992-2003	4596 W 1-8
-----------	------------

Dossiers des officiers de police judiciaire retraités

1990-1998	4330 W 1-11
-----------	-------------

Dossiers relatifs à la nationalité, l'adoption, l'abandon, l'indemnisation de la détention provisoire. Enregistrement des affaires civiles

1960-2004	4606 W 1-57
-----------	-------------

Surveillance pénale

Répertoire des condamnés à l'emprisonnement

1944-1959	U 835-837
1944-1946	U 839

Il sera également nécessaire de consulter le fonds 3 Up qui concerne à la fois le parquet général et le parquet du procureur de la République. Pour le parquet général pendant la période contemporaine on consultera les articles 3 Up 2001 à 2210.

III. Fonds du parquet général : sources imprimées, Bibliothèque municipale de Lyon

Le fonds ancien de la Bibliothèque municipale de Lyon possède un certain nombre de documents imprimés relatifs au parquet général. Il s'agit de discours de procureurs généraux et de substituts et de procès-verbaux d'installation de procureurs généraux. Ils pourront compléter la série des discours et installations présente dans le fonds des Archives départementales mais lacunaire :

Cour d'appel de Lyon. Audience solennelle. Installation de M. Auzière, procureur général, et de la nouvelle chambre de la Cour, Lyon : impr. de Mougin-Rusand, 1901.

Cour d'appel de Lyon. Procès-verbal de l'audience solennelle de rentrée le 3 novembre 1877. Le Parlement de Dombes. Discours de M. Achille d'Alverny, substitut du procureur général, Lyon : Louis Perrin, 1877.

Cour d'appel de Lyon. Procès-verbal de l'audience solennelle de rentrée du 4 novembre 1872. Des lois sur la presse. Discours prononcé par M. Geneste, substitut de M. le procureur général, Lyon : Louis Perrin, 1872.

Cour d'appel de Lyon. Procès-verbal de l'audience solennelle du 3 mai 1876. Installation de M. Talandier procureur général, Lyon : Louis Perrin, 1876.

Cour d'appel de Lyon. Procès-verbal de l'audience solennelle du 14 novembre 1895. Installation de M. Moras, procureur général, Lyon : impr. Mougin-Rusand, 1895.

Cour d'appel de Lyon. Procès-verbal de l'audience solennelle du 27 février 1879. Installation de M. Périvier, procureur général, Lyon : Louis Perrin, 1879.

Cour d'appel de Lyon. Procès-verbal de l'audience solennelle le 18 janvier 1875. Installation de M. Robinet de Cléry, procureur général, Lyon : Louis Perrin, 1875.

Cour royale de Lyon. Procès-verbal de l'installation de M. Bryon, procureur général, Lyon : Louis Perrin, 1837.

Cour royale de Lyon. Procès-verbal de l'installation de M. de la Seiglière, procureur général, Lyon : Louis Perrin, 1838.

Discours prononcé à l'audience solennelle de rentrée de la Cour royale de Lyon, du 13 novembre 1843, par M. Piou, procureur général du roi, Lyon : Louis Perrin, 1843.

Discours prononcé par M. Courvoisier, procureur général près de la Cour royale de Lyon, à l'audience solennelle de rentrée, le 3 novembre 1828, Lyon : Rusand, 1828.

Discours prononcé par M. Courvoisier, procureur général près de la Cour royale de Lyon, à l'audience solennelle de rentrée, le 5 novembre 1824, Lyon : Rusand, 1824.

Discours prononcé par M. Feuilhade Chauvin, procureur général près de la Cour royale de Lyon, Lyon : Dumoulin, 1839.

Discours sur l'esprit de localité, prononcé à l'audience solennelle de rentrée de la Cour royale de Lyon, le 14 novembre 1842, M. Félix Demiau-Crouzilhac, substitut du procureur général, Lyon : Louis Perrin, 1842.

Discours sur le sentiment du devoir, prononcé à l'audience solennelle de rentrée, le 14 novembre 1837, par M. Alphonse Gilardin, substitut du procureur général près de la Cour royale de Lyon, Lyon : Louis Perrin, 1837.

Installation de M. Crépon, procureur général : procès-verbal de l'audience solennelle du 15 janvier 1874, Lyon : Louis Perrin, 1874.

Le procureur général près de la Cour royale de Lyon, Courvoisier, à MM. les officiers de police judiciaire. Circulaire qu'il publia au moment d'entrer en fonction, s. l. n. d.

Louis Rosset, de Lyon, à M. Duplan, procureur général près de la Cour royale de Lyon : de Lyon, le 29 novembre 1831, Lyon : Charvin, 1831.

Procès-verbal de l'audience solennelle de rentrée de la cour impériale de Lyon, le 3 novembre 1855. De la détention préventive. Discours prononcé par M. Grandperret, substitut de M. le procureur général, Lyon : Louis Perrin, 1855.

Procès-verbal de l'audience solennelle de rentrée de la cour impériale de Lyon, le 3 novembre 1863. Des peines correctionnelles. Discours prononcé par M. Gaulot, procureur général, Lyon : Louis Perrin, 1863.

Procès-verbal de l'installation de M. le chevalier de Guernon-Ranville, en qualité de procureur général du roi [6 novembre 1829], Lyon : Rusand, ca 1829.

Procès-verbal de l'installation de M. Seguy, procureur général près de la Cour royale de Lyon. Du 2 février 1830, Lyon : Rusand, 1830.

Procès-verbaux de l'installation de M. Laborie, procureur général à la Cour royale de Lyon, le 13 septembre 1847, et de la rentrée de la Cour royale de Lyon, le 12 novembre 1847 : discours, Lyon : Louis Perrin, 1847.

BIBLIOGRAPHIE

Cette bibliographie n'a pas vocation à être exhaustive, elle est seulement indicative pour une introduction au sujet.

Généralités : cour d'appel et parquet général, histoire et fonctionnement

ANGIBAUD (Brigitte), *Le parquet*, Paris : PUF, 1999.

DEBRÉ (Jean-Louis), *La justice pénale au XIX^e siècle. Les magistrats*, Paris : Librairie académique Perrin, 1981.

FARCY (Jean-Claude), « Les sources judiciaires de l'époque contemporaine (XIX^e-XX^e siècle) », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n°36, 2008.

—, *Guide des archives judiciaires et pénitentiaires (1800-1958)*, Paris : CNRS Éditions, 1992.

GARCON (Maurice), *Histoire de la justice sous la III^e République*, Paris : Fayard, 1957, 3 vol.

Histoire du parquet, dir. Jean-Marie CARBASSE, Paris : PUF, 2000.

HIVER (Alfred), *Histoire critique des institutions judiciaires de la France de 1789 à 1848*, Paris : Joubert, 1848.

Parquet et politique pénale depuis le XIX^e siècle, dir. Christian BRUSCHI, Paris : PUF, 2002.

PONCIER (Anthony), « Les procureurs généraux du Second Empire », dans *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n°25, 2002, p. 270-278, consulté en ligne le 9 octobre 2012 : <http://rh19.revues.org/455>.

RAYNAL (Jean), *Histoire des institutions judiciaires*, Paris : Armand Colin, 1964.

REMPLOIN (Lucien), *Le Magistrat du parquet : son rôle, ses attributions*, Paris : ENM, 1977.

ROUSSELET (Marcel), *Histoire de magistrature française des origines à nos jours*, Paris : Plon, 1957, 2 vol.

VOLFF (Jean), *Le ministère public*, Paris : PUF, 1998.

On pourra également consulter les outils, les sources et la revue mis en ligne par le CNRS concernant l'histoire de la justice, des crimes et des peines à l'adresse suivante : <http://criminocorpus.cnrs.fr/>

Manuels à l'usage des personnels judiciaires

DESPLAGNES (Albert), *Notes pratiques sur l'administration des Parquets ou manuel des travaux administratifs des magistrats du ministère public et principalement des procureurs*

impériaux et de leurs substituts, Montélimar : Bourron, 1865.

LE POITTEVIN (Gustave), *Dictionnaire formulaire des parquets et de police judiciaire*, éd. A. Besson, R. Combaldieu, J. Siméon, 7-8e édition, 5 t., Paris : Rousseau.

MASSABIAU (Joseph-François-Louis), *Manuel du ministère public près les cours d'appel, les cours d'assises et les tribunaux civils, correctionnels et de police*, Paris : 5e éd., Marchal et Billard, 1901-1904, 3 vol.

VALLET (Georges), MONTAGNON (Émile), *Manuel des magistrats du parquet et des officiers de police judiciaire, suivi d'un code de citation et d'audience et renfermant toutes les formules usuelles*, Paris : L. Larose et Forcel, 1890, 2 vol.

La cour d'appel et le parquet général de Lyon

Voir les notices explicatives sur le site de la cour d'appel de Lyon : http://www.ca-lyon.justice.fr/index.php?option=com_content&task=view&id=45&Itemid=392 (consulté le 15 janvier 2013)

COUETTE (Pierre-Louis), (dir.), *La criminalité dans le département du Rhône, étude statistique de 1825 à 1880*, Lyon : Imprimerie de Pitrat aîné, 1886.

FAYARD (Ennemond), *Journal de la cour d'appel de Lyon*, Lyon : H. Georg, Paris : Alphonse Picard, 1890.

FILLON (Catherine), *Deux siècles de mémoire judiciaire à Lyon*, Lyon : Éditions lyonnaises d'art et d'histoire, 2007.

La justice à Lyon, d'un palais à l'autre, Pré-inventaire des monuments et richesses artistiques du Rhône, 1995.

MOYSE (Guy), *Mille ans de justice à Lyon*, Lyon : Ed. LUGD, 1995.

NIEPCE (Léopold), *La magistrature lyonnaise de 1771 à 1883*, Paris et Lyon : Larose et Forcel, 1885.

SALOMON DE LA CHAPELLE (Antoine-Amédée), *Histoire judiciaire de Lyon et des départements de Rhône-et-Loire et du Rhône depuis 1790. Documents relatifs aux tribunaux de districts, de département et d'arrondissement*, Lyon : Henri Georg, 1880, 2 vol.

Écrits des procureurs généraux de Lyon

LOUBAT (Guillaume), « La crise de la répression », dans *La revue politique et parlementaire*, juin 1911, p. 434-468, et juillet 1911, p. 5-27.

RÉPERTOIRE

Les cotes suivies d'un astérisque (*) signale que l'article est un registre

SOMMAIRE

RELATIONS AVEC L'ADMINISTRATION CENTRALE	2 U 1/1-10
Instructions ministérielles diverses	2 U 1/1-9
Criminologie	2 U 1/10
ORGANISATION JUDICIAIRE	2 U 1/11-24
Organisation des juridictions	2 U 1/11-14
Réformes	2 U 1/15-24
PERSONNEL JUDICIAIRE	2 U 1/25-43
Instructions ministérielles diverses	2 U 1/25
Répartition par chambres et services	2 U 1/26
Gestion	2 U 1/27-34
Magistrats	2 U 1/35-42
Médecins experts	2 U 1/43
FONCTIONNEMENT DE LA JUSTICE	2 U 1/44-68
Inspection des juridictions	2 U 1/44
Frais de justice	2 U 1/45-49
Correspondance judiciaire	2 U 1/50
Relations avec les diverses autorités publiques	2 U 1/51-54
Prestations de serments	2 U 1/55-57
Rentrées des tribunaux	2 U 1/58-59
Assises	2 U 1/60-62
Justice militaire	2 U 1/63-64
Tribunal de commerce	2 U 1/65
Cour régionale des pensions	2 U 1/66
Commissions cantonales des assurances sociales	2 U 1/67
Affaires particulières	2 U 1/68
ADMINISTRATION JUDICIAIRE EN TEMPS DE GUERRE	2 U 1/69-79
Sûreté de l'État	2 U 1/69-70
Organisation et compétences judiciaires	2 U 1/71-77
Personnel mobilisé	2 U 1/78-79
ACTIVITÉ DE CONTRÔLE ET STATISTIQUE	2 U 1/80-173
Exercice de la justice	2 U 1/80-90
Commerce et industrie	2 U 1/91-99
Code rural	2 U 1/100-101
Droit social	2 U 1/102-122
Logement	2 U 1/123
Famille	2 U 1/124-126
Transports	2 U 1/127-128
Déchéance de nationalité	2 U 1/129
Police des mœurs	2 U 1/130
Gendarmerie	2 U 1/131
Grâces et amnisties	2 U 1/132
Affaires liées à la guerre	2 U 1/133-143
Contrôle des étrangers	2 U 1/144-145
État civil	2 U 1/146
Officiers publics et ministériels et auxiliaires de justice	2 U 1/147-173

AFFAIRES SUIVIES	2 U 1/173-237
Juridictions de droit commun	2 U 1/174-231
Civil	2 U 1/174-182
Pénal	2 U 1/183-220
Affaires particulières	2 U 1/221-226
Plaintes diverses	2 U 1/227-231
Autres juridictions	2 U 1/232-235
Tribunaux de commerce	2 U 1/232-233
Justice militaire	2 U 1/234
Tribunal des conflits	2 U 1/235
Réquisitoires du procureur général	2 U 1/236
Rôle général des affaires portées devant les juridictions du ressort	2 U 1/237

RELATIONS AVEC L'ADMINISTRATION CENTRALE

2 U 1/1-9	Instructions ministérielles diverses : circulaires, correspondance du procureur général, télégrammes, modèles de cadres statistiques, annexes aux circulaires (arrêtés, décrets, lois), rapports d'enquête, notes, brouillons, affiche, journaux.	1804-1939
2 U 1/1-8	Circulaires par année.	1814-1939
2 U 1/1	1814, 1826, 1832, 1848-1849, 1851-1854, 1861, 1871-1879.	1814-1879
2 U 1/2	1885-1897, 1899-1901, 1909-1911.	1885-1911
2 U 1/3	1912-1914.	1912-1914
2 U 1/4	1915-1920.	1915-1920
2 U 1/5	1921-1929.	1921-1929
2 U 1/6	1930-1934.	1930-1934
2 U 1/7	1935-1938.	1935-1938
2 U 1/8	1939.	1939
	La série chronologique présente les lacunes suivantes : 1880-1884, 1898, 1902-1908. Chacune des cotes comprend un dossier par année.	
2 U 1/9	Circulaires thématiques, vins fuschinés (1876-1877) ; institution des attachés aux parquets et à la Chancellerie (1875-1878) ; cassation (1817-1888) ; offices ministériels (1816-1863) ; greffiers (1808-1877) ; instruction criminelle (1807-1868) ; aliénés (1804-1871) ; droit de poursuites des sociétés philanthropiques (1909-1910) ; prorogation des loyers (1914-1916) ; mariage par procuration (1915-1916) ; circulaires diverses (1914-1935).	1804-1935
2 U 1/10	Criminologie, Congrès international de Rome : circulaire ministérielle, correspondance, programme traduit.	1938

ORGANISATION JUDICIAIRE

2 U 1/11-14	Organisation des juridictions.	1906-1938
2 U 1/11-12	Tribunaux de commerce, élections des juges consulaires : correspondance, affiches, procès-verbaux d'élections, procès-verbaux de renouvellement des magistrats, prestations de serment.	1906-1938

2 U 1/11	1906-1907, 1912, 1919-1926.	1906-1926
2 U 1/12	1927-1938.	1927-1938
2 U 1/13-14	Conseils des prud'hommes, élections des conseillers : correspondance, rapports, procès-verbaux d'élections.	1908-1938
2 U 1/13	1908, 1915, 1918-1920.	1908-1920
2 U 1/14	1921-1927, 1932, 1934-1935, 1938.	1921-1938
2 U 1/15-24	Réformes.	1855-1940
2 U 1/15-16	Réformes générales.	1872-1940
2 U 1/15	Modification des circonscriptions judiciaires : correspondance, brouillons, notes, rapports d'enquête administrative, fiches de présentation des candidats, états des produits des greffes, extraits de registres de délibérations.	1872-1940
2 U 1/16	Réforme de 1934 : circulaires ministérielles, correspondance, brouillons, notes, rapports, fiches de présentation des candidats, états du nombre des affaires jugées en 1933, extraits des registres de délibérations de la cour d'appel et du tribunal de première instance de Lyon, coupures de presse.	
	On trouvera dans sous cette cote les circulaires suivantes : sur la réforme en général (18 avril) ; sur la retraite et l'activité des magistrats (17 mai) ; sur le classement des tribunaux (18 mai) ; sur la mutation des juges de paix (25 mai) ; sur les juges affectés (28 mai) ; sur les attributions des juges des tribunaux rattachés (30 mai) ; sur l'indemnisation des greffiers (23 juin) ; sur les candidatures des juges et substituts (28 juin) ; sur le traitement des magistrats (17 juillet) ; sur la domiciliation des juges (25 juillet) ; sur les suppressions de postes et cumuls (1 ^{er} août). Le dossier comporte également les modifications des roulements d'audiences pour 1934 et 1935.	1934
2 U 1/17	Cour d'appel, création d'un poste de substitut général : correspondance, brouillons.	1920
2 U 1/18-20	Tribunaux de première instance.	1900-1932
2 U 1/18	Carte judiciaire, réorganisation de 1926 : circulaires ministérielles, correspondance, rapports, brouillons, notes, coupures de presse, partition musicale (1926-1929, 1931) ; résultats de la réorganisation de 1926 : circulaire ministérielle, correspondance, rapports, brouillons, notes (1928) ; loi de 1929 : circulaire ministérielle, correspondance, rapports, brouillons, notes, états des jugements rendus, extrait du registre de délibérations de la chambre des notaires (février-décembre 1929) ; réforme de 1930 : circulaires ministérielles, correspondance, rapports, brouillons, notes, coupures de presse, états des postes	

supprimés ou rétablis de commis-greffiers et secrétaires de parquet, états des magistrats, états des candidats magistrats (1921, 1929-1932).

1926-1932

2 U 1/19 Postes, instructions du procureur général : brouillon de rapport, instructions (1912) ; création d'un quatrième vice-président à Lyon : brouillon de rapport, télégramme, extrait des minutes du greffe du tribunal civil (1900, 1907) ; retraites et serments de magistrats à Saint-Étienne : correspondance, rapport, brouillon, requête, état des affaires jugées les 6 et 7 février 1920 (1920-1921, 1926) ; création de postes de substituts : correspondance, rapport, brouillons (1919-1921) ; création d'un septième poste de substitut à Lyon : correspondance, rapport, notes (1919, 1921-1922) ; création d'un quatrième poste de substitut et d'un troisième cabinet d'instruction à Saint-Étienne : correspondance, rapport, brouillon, état des affaires suivies par le ministère public (1924-1925).

1900-1926

2 U 1/20 Chambres, création au tribunal de Lyon : correspondance, rapports, brouillons, coupures de presse, extrait du registre des délibérations du tribunal civil, états comparés entre les tribunaux du ressort des affaires jugées ou instruites.

1908-1917

2 U 1/21 Justices de paix, regroupements et suppressions : circulaires ministérielles, correspondance, rapports, brouillons, notes, cartes, état des justices et juges de paix dans le ressort de la cour d'appel, bulletin administratif de la préfecture de l'Ain.

1920-1938

2 U 1/22 Greffes, réorganisation de 1926 : correspondance, rapports, brouillons, notes, fiches personnelles de remboursement par greffes rattachés, état des présidents de greffes de tribunaux de première instance, extraits de registres de délibérations de tribunaux de première instance.

1926-1932

2 U 1/23 Tribunaux de commerce, créations de tribunaux à Nantua et Oyonnax : correspondance.

1913-1920

2 U 1/24 Conseils des prud'hommes, réorganisation : correspondance, rapports, notes.

1855-1940

PERSONNEL JUDICIAIRE

2 U 1/25 Instructions ministérielles diverses : circulaires, correspondance, rapport, brouillons, notes, coupures de presse, bordereaux de transmission, règlements, états des magistrats et fonctionnaires, états des audiences tenues, états des congés de longue durée, procès-verbaux de dépouillement du scrutin des élections à la commission des services judiciaires.

1910-1939

2 U 1/26 Répartition par chambres et services, personnel des cours d'appel de France : brochure (1883) ; personnel de la cour d'appel de Lyon : tableau (1933-1934).

1883-1934

2 U 1/27-34	Gestion.	Attention : dans cette partie on trouvera, mêlés avec les autres catégories de personnel, un certain nombre d'éléments concernant la magistrature qui fait l'objet de la partie suivante. On ne négligera donc pas cette partie si l'on souhaite faire des recherches sur les magistrats.	1846-1944
2 U 1/27	Examen professionnel, juges de paix du ressort de la cour d'appel de Lyon : circulaire ministérielle, correspondance, brouillon, notes, liste des candidats, dossiers de candidature.	Un dossier de candidature type se compose des pièces qui suivent : relevé de notes de la faculté de droit, diplôme de licence, extrait d'acte de naissance, extrait du registre d'inscription au parquet, certificat de stage d'avocat, état des services, bulletin n°2 ¹ , lettre de candidature, inventaire des pièces.	1939
2 U 1/28	Recrutement. - Juges de paix, candidatures pour des suppléances : correspondance, brouillons, notes, lettres de candidatures (1919, 1936-1939, 1942, 1944). Autres catégories de personnel, candidatures : correspondance, brouillons, notes, lettres de candidature, <i>curriculum vitae</i> (1846-1869, 1880,1896).		1846-1944
2 U 1/29	Nominations, magistrats : correspondance, brouillons, notes, fiches individuelles, procès-verbaux d'installation, procès-verbaux de prestation de serment, fiches de présentation des candidats, ordonnances, coupures de presse.	Il s'agit des dossiers Lévêque (1910) et Aubineau (1917-1927).	1910-1927
2 U 1/30	Vacations et remplacements, place de président à la cour royale de Lyon : correspondance (1847) ; tribunaux du ressort : correspondance, brouillons, notes, lettres de candidature, <i>curriculum vitae</i> (1847-1852, 1859-1860, 1863-1864, 1866-1868, 1874).		1847-1874
2 U 1/31	Traitements, gardiens de la paix : correspondance, notes (1879-1881) ; greffiers en chef et auxiliaires commis-greffiers : circulaire ministérielle, correspondance, rapports, brouillon, notes (1930-1931) ; greffiers et secrétaires du parquet : correspondance, notes, tableaux des majorations susceptibles, états des greffiers de la 6 ^e classe, états des greffiers de première instance rétribués par l'État (1936-1940) ; magistrats et juges de paix : décret, correspondance, note, tableaux des majorations susceptibles (1936-1943).		1879-1943
2 U 1/32	Retraite, magistrats, greffiers et secrétaires de parquet : correspondance, brouillon, notes, coupures de presse, listes des juges atteints par la limite d'âge.		1936-1939
2 U 1/33	Effectifs des greffiers et secrétaires du parquet : correspondance, tableaux.		1937-1939
2 U 1/34	Affaires diverses. - Gestion du personnel : circulaires, correspondance, brouillons, notes, fiches de présentation de candidats, état de produits de greffe, états des greffiers intérimaires (1829-1939) ; affaire Grange : correspondance, brouillons, pièce justificative (1917-1921) ; affaire Delouche : correspondance, notes (1935).		

¹ Bulletin comportant les crimes et délits d'un individu. Il est réservé à l'usage de certaines autorités administratives ou judiciaires.

		1829-1939
2 U 1/35-42	Magistrats.	
		1800-1937
2 U 1/35-39	Nominations.	
		1800-1914
2 U 1/35	Candidatures : correspondance, brouillons, notes, lettres de candidature, <i>curriculum vitae</i> .	
		1808-1872
2 U 1/36	Décrets de nomination.	
		1811-1818
2 U 1/37*	Tables alphabétiques, cour d'appel et tribunaux du ressort (1800-1852); nominations de série A à la cour d'appel (1800-1852); nominations de série B dans le ressort (1805-1830); nominations de série BB dans le ressort (1830-1852).	
		1800-1852
2 U 1/38*	Tables chronologiques, nominations par fonction (1800-1890); nominations de série A, B et BB à la cour d'appel et dans le ressort (1800-1914).	
	Attention : il manque un cahier pour la période fin 1852-début 1853 dans le deuxième registre de nominations de série A, B et BB à la cour d'appel et dans le ressort.	
		1800-1914
2 U 1/39	Dossiers particuliers : correspondance, brouillons, notes, lettres de candidature, <i>curriculum vitae</i> .	
		1847-1858
2 U 1/40	Traitement et avancement : correspondance, brouillons, notes, lettres de candidature, <i>curriculum vitae</i> .	
		1845-1874
2 U 1/41	Congés de maladie : certificats médicaux.	
		1808-1820
2 U 1/42	Dossiers individuels : correspondance, brouillons, notes, dossiers de carrière.	
	Dossiers : Barailler, Carail, Charvériat, Collon, Décoret, Faure, Gignoux, Guchen, Guillaume, Hemart, Humbert, Lacombe, Marcangeli, Martin (Charles), Martin (Claudius), Martin (Jean), Perrinjaquet, Ravier.	
		1893-1937
2 U 1/43	Médecins experts : correspondance, liste des médecins-experts.	
		1934

FONCTIONNEMENT DE LA JUSTICE

2 U 1/44	Inspection des juridictions. - Justices de paix, tournées d'inspections : circulaire ministérielle, correspondance, rapports (1854-1855); transfert de locaux : correspondance (1939).	
		1854-1939

2 U 1/45-49	Frais de justice.	1811-1940
2 U 1/45	Frais de poste : correspondance.	1811
2 U 1/46-49	Justice criminelle : bordereaux de frais, états récapitulatifs mensuels par tribunal du ressort.	1939-1940
2 U 1/46	Novembre 1939.	1939
2 U 1/47	Décembre 1939, mars 1940.	1939-1940
2 U 1/48	Avril 1940.	1940
2 U 1/49	Mai-juin 1940.	1940
2 U 1/50	Correspondance judiciaire, avec les procureurs du ressort et la Chancellerie : correspondance (1870-1937) ; avec les préfets des départements du ressort : correspondance (1877, 1881, 1899).	1870-1937
2 U 1/51-54	Relations avec les diverses autorités publiques.	1816-1939
2 U 1/51	Attributions et préséance, relations de l'autorité judiciaire avec les autorités civiles, militaires et administratives : circulaires ministérielles, correspondance, brouillons, extraits de registres de délibérations (1816, 1852-1876) ; relations avec le ministère des Affaires étrangères et le ministère de la Marine et des Colonies : correspondance (1826-1829).	1816-1876
2 U 1/52-54	Administration pénitentiaire.	1853-1939
2 U 1/52	Réforme : correspondance, brouillons, notes, coupures de presse, comptes-rendus de visites de prisons, états des transferts de détenus, annuaire des établissements pénitentiaires en France.	1932-1939
2 U 1/53	Détenus : circulaires, correspondance, brouillons, notes, coupures de presse.	1915-1939
2 U 1/54	Transfert de condamnés : correspondance, bulletins n°2.	1853-1859
2 U 1/55-57	Prestations de serments.	1909-1951
2 U 1/55*	1909-1929.	1909-1929
2 U 1/56*	1930-1951.	1930-1951

2 U 1/57	Tribunal de Saint-Étienne : correspondance, rapport, brouillon, requête.	1919-1926
2 U 1/58-59	Rentrées des tribunaux.	1823-193
2 U 1/58	Audiences solennelles de la cour d'appel : discours de rentrée.	1823
2 U 1/59	Audiences de rentrée des tribunaux de première instance : délibérations, procès-verbaux relatifs aux désignations d'avocats comme membres du bureau d'assistance judiciaire, d'avoués, de médecins-experts, d'huissiers-audienciers, d'experts-chimistes.	1927-1932
2 U 1/60-62	Organisation des assises, ouverture de session ; nomination des magistrats ; tirage au sort des jurés ; audiences ; transfert des accusés.	1927-1940
2 U 1/60	Ain : exposés des faits des affaires portées devant la cour, dossiers de procédures.	1935-1940
2 U 1/61	Loire : extraits des minutes du greffe, exposés des faits des affaires portées devant la cour, dossiers de procédures, rôle.	1933-1940
2 U 1/62	Rhône : correspondance, extraits des minutes du greffe, exposés des faits des affaires portées devant la cour, rôle, répertoire chronologique des affaires.	1927-1939
2 U 1/63-64	Justice militaire.	1811-1936
2 U 1/63	Instructions ministérielles diverses : circulaires.	1811-1863
2 U 1/64	Révision du code : circulaires ministérielles, journal officiel.	1928-1936
2 U 1/65	Tribunal de commerce, dysfonctionnements : réclamation d'un juge.	1921-1925
2 U 1/66	Cour régionale des pensions, constitution et fonctionnement : correspondance, extraits de textes officiels, extraits du registre de délibérations du tribunal de première instance de Saint-Étienne et de la cour d'appel.	1919-1934
2 U 1/67	Commissions cantonales des assurances sociales, études sur les décisions rendues dans la Loire : circulaires préfectorales, correspondance (1939) ; réunion de la commission technique de Givors : correspondance (1932).	1932-1939
2 U 1/68	Affaires diverses. - Organisation et exercice de la justice : circulaires, correspondance, rapports, brouillons, procès-verbaux d'installation, arrêt, discours d'entrée (1808-1832). Restitutions d'objets conservés au greffe : correspondance (1829-1832). Tribunal de Roanne : correspondance, rapports, brouillons extrait du registre des délibérations du tribunal de Roanne, extraits des minutes du greffe du tribunal de Roanne (1892, 1904, 1908-1909, 1912). Agents des chemins de fer	

chargés de délivrer les récépissés dans les gares expéditrices : correspondance avec la Chancellerie (1901). Agrandissement du palais de justice : correspondance, rapports, plans (1925-1942).

1808-1942

ADMINISTRATION JUDICIAIRE EN TEMPS DE GUERRE

2 U 1/69-70 Sûreté de l'Etat.

1931-1940

2 U 1/69 Mesures de défense passive, généralités : instructions préfectorales, correspondance, brouillons (septembre-décembre 1939) ; plan départemental : circulaires ministérielles, correspondance, brouillons, notes (1931-1939) ; aménagement d'abris souterrains dans le palais de justice de Lyon : circulaire, correspondance, rapports, brouillons, notes, projet, plans des sous-sols, budget des travaux, devis, états des crédits nécessaires à la défense passive, états des besoins en éclairage et chauffage des tribunaux, tableaux des mesures à prendre dans les tribunaux, états des besoins des services judiciaires en produits de l'industrie du papier et de l'amiante, brochure du ministère de l'Intérieur *Instruction pratique sur la défense passive contre les attaques aériennes* [Melun, 1931] (1931-1939).

1931-1939

2 U 1/70 Mesures de sécurité nationale : circulaires, correspondance, brouillons, notes, procès-verbaux de réunions de la sous-commission des zones de protection.

1939-1940

2 U 1/71-77 Organisation et compétences judiciaires.

1918-1941

2 U 1/71-73 Organisation.

1927-1940

2 U 1/71 Instructions ministérielles : circulaires, correspondance, rapports, brouillons, notes, liste des affectés spéciaux, liste des tribunaux et parquets dans l'impossibilité de fonctionner en cas de mobilisation, tableau de la mobilisation judiciaire, états des anciens magistrats susceptibles d'être rappelés.

1927-1936

2 U 1/72 Évacuation et repliement des tribunaux, instruction générale de sauvegarde : instruction brochée, *Les lois nouvelles du 5 novembre 1939, « Tableau raisonné des premiers décrets de guerre »* (1938-1939) ; circulaire du 12 février 1936 : circulaire, correspondance, brouillons, tableaux d'évacuation des personnels (1938-1940) ; dispersion des juridictions : circulaires, correspondance, rapports, brouillons, états des magistrats susceptibles d'être dispersés, états des fonctionnaires dispersés (1937-1940) ; dispersion des magistrats : correspondance, rapports, brouillons (1938).

1937-1940

2 U 1/73 Transports et communications, communications téléphoniques : circulaire, correspondance, brouillons, notes, listes des communications autorisées (1937-1939) ; mobilisation des moyens de transport : circulaire, correspondance, état des véhicules nécessaires pour l'exécution du plan de mobilisation, affiche d'arrêté (1939).

1937-1939

2 U 1/74	Modification des compétences judiciaires : circulaires, décrets, arrêtés, correspondance, rapports, brouillons, notes, coupures de presse, listes des conseillers prud'hommes par arrondissement.	1928-1940
2 U 1/75	Composition des juridictions et de l'administration, déchéance des élus communistes : correspondance, brouillons, notes, coupures de presse.	1940-1941
2 U 1/76	Lois nouvelles.	1939-1940
2 U 1/77	Transfert d'archives de la cour d'appel de Nancy : correspondance, rapports, brouillons, extrait d'une délibération de la cour d'appel de Nancy.	1918-1920
2 U 1/78-79	Personnel mobilisé.	1914-1940
2 U 1/78	Plan de mobilisation : correspondance, rapports, brouillons, notes, tableaux des mobilisables.	1930-1934
2 U 1/79	Gestion des personnels. - Première guerre mondiale, états des magistrats mobilisés : circulaires, arrêtés, correspondance, brouillons, tableaux des magistrats présents à leur poste, états des magistrats sous les drapeaux, états des magistrats mobilisés dans les services auxiliaires, états des travaux et du personnel du parquet général, bulletins de renseignements (1914-1919) ; greffiers intérimaires : correspondance, rapports, notes (1915) ; justices de paix : correspondance, brouillons, coupures de presse, formulaires de rémunération des suppléants des juges de paix, fiches de présentation des candidats, procès-verbaux d'installation, procès-verbaux de prestation de serment (1914-1919). Entre-deux-guerres et Deuxième guerre mondiale, instructions ministérielles : circulaires, correspondance (1928, 1932) ; gestion générale : correspondance, brouillon (mars-avril 1940) ; magistrats mobilisés et rappelés : correspondance, brouillons, notes, fiches des magistrats mobilisés, fiches de renseignements sur la situation militaire des magistrats, tableaux des mobilisables, liste des magistrats retraités susceptibles d'être rappelés, bulletins de recensement des fonctionnaires retraités susceptibles d'être rappelés (1936-1939).	1914-1940

ACTIVITÉ DE CONTRÔLE ET STATISTIQUE

2 U 1/80-90	Exercice de la justice.	1895-1940
2 U 1/80-87	Statistique criminelle, civile et commerciale : circulaires, correspondance, rapports, notes, tableaux statistiques, mercuriales ² .	1895-1937
2 U 1/80	1894.	1895-1896
2 U 1/81	1926.	1927-1928

² Mercuriale : rapport établi par le ministère public et qui sert de fondement au discours qu'il prononce à la rentrée des cours et des tribunaux et au cours duquel il fait le bilan de l'année écoulée.

2 U 1/82	1927.	1928-1929
2 U 1/83	1931.	1931-1932
2 U 1/84	1933.	1934
2 U 1/85	1934.	1935-1936
2 U 1/86	1935.	1936
2 U 1/87	1936.	1937
2 U 1/88	Activité de la justice, états des jugements rendus : circulaires, rapports, états mensuels par tribunal du ressort (1930-1931) ; résultats de la réforme de 1905 des justices de paix : états statistiques de Lyon (1906).	1906-1931
2 U 1/89	Frais de justice, augmentation des frais : circulaire ministérielle, brouillons, états statistiques des assistances judiciaires et des affaires criminelles (1909-1910) ; frais de correspondance et indemnités de transport et de séjour des juges de paix : correspondance, rapports, notes, états statistiques (1929-1932, 1937-1939).	1909-1939
2 U 1/90	Dépenses extraordinaires des juridictions : états mensuels des dépenses autorisées par le parquet général par tribunal du ressort.	1936-1940
2 U 1/91-99	Commerce et industrie.	1926-1940
2 U 1/91	Hausse illicite des prix : états mensuels des condamnations par tribunal du ressort.	1937-1940
2 U 1/92-98	Faillites et liquidations judiciaires.	1926-1940
2 U 1/92-95	Comptabilité des faillites : correspondance, brouillons, états trimestriels des comptabilités.	1926-1940
2 U 1/92	1926-1928.	1926-1932
2 U 1/93	1930-1934.	1930-1935
2 U 1/94	1935.	1935-1936
2 U 1/95	1936-1939.	1936-1940
2 U 1/96	Liquidations et partages : correspondance, états trimestriels des tribunaux de Villefranche, Roanne, Gex et Bourg.	1931-1935

2 U 1/97	Ordres et contributions ³ : correspondance, brouillons, états trimestriels par tribunal du ressort.	1927-1935
2 U 1/98	Syndics de faillite : circulaire, brouillons, journaux.	1931-1933
2 U 1/99	Industrie métallurgique : correspondance, enquêtes.	1933
2 U 1/100-101	Code rural.	1919-1940
2 U 1/100	Warrants agricoles ⁴ : circulaires, correspondance, brouillons, notes, états annuels par tribunal du ressort.	1926-1940
2 U 1/101	Baux ruraux, résiliations : circulaires, rapports, états par tribunal du ressort (1919) ; révision : circulaires ministérielles, états par tribunal du ressort (1935).	1919-1935
2 U 1/102-122	Droit social.	1881-1940
2 U 1/102-111	Travail.	1890-1938
2 U 1/102-106	Accidents du travail.	1913-1938
2 U 1/102	Instructions ministérielles : correspondance.	1919-1920
2 U 1/103	États récapitulatifs, rapports.	1913-1918
2 U 1/104	Statistiques 1913-1920 : correspondance, rapports, états semestriels des accidents non solutionnés par tribunal du ressort.	1913-1920
2 U 1/105	Statistiques 1923-1924, 1931-1938 : circulaires ministérielles, rapports, états trimestriels des accidents non solutionnés par tribunal du ressort.	1923-1938
2 U 1/106	Statistiques des demandes d'indemnités : états trimestriels des décisions de demandes d'indemnités, états des demandes de révision, fiches individuelles d'accidentés.	1917-1934
	Attention : la série des états est lacunaire.	
2 U 1/107	Grèves. - Surveillance : rapports des procureurs de la République des tribunaux du ressort (1910, 1923, 1929-1930). Mouvements, en cours : rapports, états par tribunal du ressort, états des condamnations par tribunal du ressort (1936-1938) ; terminés : états par tribunal du ressort (1934-1938).	1910-1938

³ Ordres et contributions : répartition par décision de justice de la somme provenant des biens saisis entre les différents créanciers.

⁴ Warrants agricoles : instaurés par la loi du 18 juillet 1898, ces gages sur les actifs mobiliers des exploitations agricoles permettent aux exploitants d'avoir des garanties afin de se prémunir auprès de leurs créanciers.

2 U 1/108-109	Syndicats.	1890-1938
2 U 1/108	Surveillance et liquidations. - Création de syndicats et contrôle de leurs activités : correspondance, vérification des statuts, rapports, renseignements (1890-1911, 1926). Liquidation du Syndicat lyonnais de garantie des accidents du travail : correspondance, rapports, requête des adhérents, plaintes de la Société des mines d'anthracite et de la Société des mines de Communay, mémoire du liquidateur (1909-1911).	1890-1926
2 U 1/109	Instruction de plaintes : correspondance, rapports, brouillons, notes, plaintes. Dossiers : Syndicat des limonadiers (1936), Comité des chômeurs français (1931, 1934), affaire d'entrave à la liberté du travail (1938).	1931-1938
2 U 1/110	Repos hebdomadaire : circulaires, états des infractions à la loi dans le ressort.	1907-1908
2 U 1/111	Manifestations du 1 ^{er} mai : rapports, états des condamnations pour infraction.	1905-1935
2 U 1/112-121	Protection de l'enfance.	1881-1940
2 U 1/112	Enfants du premier âge. - Application de la loi de 1874 : correspondance, brouillons (1881). Vérification des registres de mairie : correspondance, rapports (1929-1932, 1939). Frais de vérification des registres : correspondance, mémoires des indemnités de transport, tableaux des indemnités dues (1884).	1881-1939
2 U 1/113	Tutelle des enfants naturels : circulaires ministérielles, correspondance, rapports, coupures de presse, états récapitulatifs des naissances.	1933
2 U 1/114	Pupilles de la Nation : circulaires sur les conditions d'attribution du titre et d'une aide pécuniaire, correspondance, rapports, brochures.	1914-1934
2 U 1/115-121	Mineurs délinquants.	1892-1940
2 U 1/115	Instructions ministérielles générales : circulaires, correspondance, rapports, brouillons, notes, coupures de presse, extrait des minutes du greffe de la cour d'appel.	1892-1939
2 U 1/116	Activité des tribunaux pour enfants : correspondance, rapports, brouillons, notes, états récapitulatifs des poursuites. Cet article contient quatre sous-dossiers correspondant aux états récapitulatifs pour 1928, 1929, 1930, 1931-1939.	1929-1940
2 U 1/117-118	Placement.	1929-1939

2 U 1/117	Instructions ministérielles générales : circulaires, correspondance, brouillons, notes, coupures de presse, état récapitulatif des mineurs vagabonds arrêtés.	1933-1939
2 U 1/118	Établissements. - Œuvres habilitées : circulaires, correspondance, brouillons, notices descriptives des œuvres privées de patronage et de relèvement (1937-1938). Œuvres autorisées : circulaires, rapports, études, discours, règlements, liste des œuvres autorisées (1937). Statistiques des placements : notes, états récapitulatifs (1929). Reclassement de structures : correspondance, brouillons, notes, recueils de cartes postales d'institutions publiques d'éducation corrective, règlements d'internat (1929-1934). Fonctionnement, établissements hors ressort : statuts, rapports d'activité, brochures (1935-1937) ; établissement dans le ressort : notes, rapports d'activité, comptes-rendus d'assemblées générales, photographies, brochures (1937) ; création et fermeture : correspondance, rapports, études, brouillons, notes, coupures de presse, statuts, requêtes, cartes de visite, liste de candidats aux conseils d'administration (1931-1938). Société des prisons de Lyon : projet de statuts (1937).	1929-1938
2 U 1/119	Mesures d'éducation et de reclassement, projet Blacque-Belair ⁵ : étude scientifique sur la prophylaxie (1932) ; création de centre de triage : circulaire, correspondance, brouillons, notes (1929, 1931-1933, 1936) ; examen médical des mineurs détenus : correspondance, état des comparutions et condamnations de mineurs (1932) ; dépistage des aptitudes des mineurs délinquants : circulaire, correspondance (1931).	1929-1936
2 U 1/120	Dépistage des maladies, troubles mentaux : circulaires, correspondance, rapports, brouillons, notes (1935-1937) ; maladies vénériennes : circulaires, correspondance, notes (1937) ; tuberculose : circulaires, correspondance (1937-1938).	1935-1938
2 U 1/121	Vagabondage des enfants : notes de conférence, ouvrage scientifique.	1935-1936
2 U 1/122	Aide sociale, allocation chômage : circulaires, états des poursuites et condamnations pour fraude.	1932
2 U 1/123	Logement, expulsions de locataires : état semestriel 1923, états mensuels 1939 par tribunal du ressort.	1923-1939
2 U 1/124-126	Famille.	1860-1940
2 U 1/124	Mariages mixtes : états trimestriels par tribunal du ressort des mariages entre Français et étrangers.	

Ces états trimestriels concernent les années 1931-1932, 1937-1939 et les deux premiers trimestres de l'année 1940.

⁵ Aimery Blacque-Belair (1898-1989) : militaire et homme politique français, il proposa entre autres lors de son mandat de député, débuté en 1928, la création d'annexes psychiatriques dans les prisons et de laboratoires d'anthropologie criminelle.

		1931-1940
2 U 1/125	Déclarations de paternité : circulaires ministérielles, correspondance, rapports, états des jugements.	
		1930-1933
2 U 1/126	Avortements, infanticides et propagande anticonceptionnelle : circulaires ministérielles de 1860, 1878 et 1939, correspondance, rapports, brouillons, notes, états des crimes et délits.	
		1860-1940
2 U 1/127-128	Transports.	
		1921-1939
2 U 1/127	Accidents d'automobiles : états nominatifs des condamnations pour infraction ou des jugements rendus pour des accidents, états numériques des accidents.	
	États nominatifs pour 1931, pour le premier trimestre 1935, pour les deuxième et troisième trimestres 1936 et pour le troisième trimestre 1939. États numériques pour 1921-1926.	
		1921-1939
2 U 1/128	Navigation aérienne : états trimestriels des infractions à la loi.	
	Les états sont lacunaires. Ne subsistent que les quatrièmes trimestres 1929 et 1930.	
		1929-1930
2 U 1/129	Déchéance de nationalité, instructions ministérielles : circulaires, correspondance, brouillons (1917-1918) ; statistiques : brouillons, notes, états périodiques 1917-1921 (1917-1922).	
		1917-1922
2 U 1/130	Police des mœurs, proxénétisme et publications obscènes : correspondance, rapports au préfet, brouillons, notes, états des condamnations.	
		1932-1937
2 U 1/131	Gendarmerie, organisation et réglementation : circulaires ministérielles, correspondance, rapports.	
		1851-1884
2 U 1/132	Grâces et amnisties ⁶ . - Projet de loi d'amnistie de juillet 1905 : correspondance, rapports, états par tribunal du ressort des condamnations concernées par le projet de loi (1905). Décret du 27 juillet 1905 : états des condamnés pour infraction à la loi du 1 ^{er} juillet 1901 ⁷ et graciés par le décret, avis de grâce accordées (1905). Loi de 1909 : circulaires ministérielles, correspondance, brouillons, états de condamnations ou poursuites, états nominatifs des infractions, état des individus en cours d'exécution de peines corporelles (1908-1909). Décret de 1939 : notes, extrait du Journal officiel n°163 du 22 juillet 1939 (1939).	
		1905-1939
2 U 1/133-143	Affaires liées à la guerre.	
		1914-1940

⁶ L'amnistie se différencie juridiquement de la grâce par le fait que le crime ou le délit n'est pas inscrit au casier judiciaire tandis qu'il est inscrit et le reste en cas de grâce.

⁷ La loi du 1^{er} juillet 1901 concerne la liberté de contrat d'association.

2 U 1/133-140	Séquestres de guerre.		1914-1940
2 U 1/133-139	Biens allemands, austro-hongrois et ottomans.		1914-1940
2 U 1/133	Instructions ministérielles 1915-1918 : circulaires, correspondance, brouillons, notes, liste des sujets allemands ayant bénéficié d'une exemption ou d'une mainlevée de séquestre, liste des maisons allemandes ou austro-hongroises dont les séquestres ont été autorisés à continuer l'exploitation, état numérique des séquestres ordonnés sur des maisons allemandes ou austro-hongroises, listes des maisons allemandes ou austro-hongroises mises sous séquestre et susceptibles d'être utilisées pour la défense nationale, état des maisons sous séquestre se rattachant à des entreprises similaires à l'étranger, état des logements séquestrés et appartenant à des Allemands ou à des Austro-hongrois, état des entreprises minières mises sous séquestre, état des établissements industriels, commerciaux et agricoles mis sous séquestre, état des biens ottomans déclarés, états des locaux séquestrés susceptibles d'une utilisation industrielle ou commerciale, état des machines à coudre ou appareils de chauffage séquestrés en vue de leur utilisation au profit de l'association "L'Aisne dévastée", état des firmes maintenues en activité.		
	L'article se divise en 22 sous-dossiers correspondant chacun à une circulaire ministérielle.		1915-1919
2 U 1/134	Instructions ministérielles 1919-1940 : circulaires, correspondance, brouillons, notes, journaux, coupures de presse, états des réalisations effectuées concernant des biens allemands séquestrés.		
	L'article se divise en 13 sous-dossiers correspondant chacun à une circulaire ministérielle (1918-1924, 1926-1930, 1930-1940).		1918-1940
2 U 1/135-139	Saisies et mises sous séquestres.		1914-1924
2 U 1/135	États mensuels : correspondance, états des ordonnances de mise sous séquestre.		
	L'article se divise en 13 sous-dossiers : 30 nov.-15 déc. 1914 (Lyon uniquement), 1er janv.-15 fév. 1915 (Lyon uniquement), janvier-décembre 1916 (sauf septembre).		1914-1916
2 U 1/136	États trimestriels : correspondance, brouillons, notes, états des opérations effectuées du 4 ^e trimestre 1914 au 4 ^e trimestre 1917.		
	L'article se divise en 10 sous-dossiers correspondant chacun à un état trimestriel.		1914-1918
2 U 1/137	États annuels : correspondance, brouillons, notes, états récapitulatifs des opérations effectuées, tableaux comparatifs des opérations de liquidation.		
	Sous dossier 1 : 1921-1923. Sous-dossier 2 : 1924.		1921-1924

2 U 1/138	Instructions des exploitations dénoncées : correspondance, notes, coupures de journaux, minutes notariales, copies de contrats, requêtes déposées au parquet, liste des exploitations dénoncées, état des administrations provisoires.	
	L'article se divise en 8 sous-dossiers correspondant chacun à un tribunal du ressort.	1914-1919
2 U 1/139	Gestion des comptes : correspondance, journaux des séquestres, états des opérations et des comptes.	1914-1915
2 U 1/140	Usines de produits chimiques et substances pour la défense nationale : correspondance, rapports, brouillons, notes, états des produits chimiques en dépôt, inventaires des produits.	1914-1915
2 U 1/141	Propagande défaitiste : correspondance, états numériques des poursuites septembre-décembre 1939 par département.	1939
2 U 1/142	Suspension des conseils de Villeurbanne et Vénissieux ⁸ : correspondance.	1940
2 U 1/143	Militaires pendant la guerre, enregistrement des décès : circulaires ministérielles, registre de jugements déclaratifs de décès.	
	Les circulaires sont relatives à la transcription et à la transmission des actes de décès, aux déclarations judiciaires de décès, à l'inscription de la mention "mort pour la France", à la déclaration d'absence des disparus, au remariage des veuves.	1915-1920
2 U 1/144-145	Contrôle des étrangers.	1930-1939
2 U 1/144	Journaux étrangers : circulaires.	1930-1932
2 U 1/145	Étrangers et réfugiés : circulaires, correspondance.	1939
2 U 1/146	État civil, vérification des registres : correspondance, brouillons, notes, procès-verbaux de vérification, états des légionnaires décédés, états des militaires médaillés décédés.	1910-1941
2 U 1/147-173	Officiers publics et ministériels et auxiliaires de justice.	1841-1941
2 U 1/147-168	Notaires.	1893-1940
2 U 1/147	Instructions ministérielles diverses : circulaires, correspondance, rapports, brouillons, notes, extraits de délibérations de l'assemblée générale de la	

⁸ La dissolution est prononcée en raison de la sensibilité communiste de ces deux assemblées.

	chambre de discipline des notaires, états des affaires occupés d'avoués, états des actes reçus par les notaires.	1917-1934
2 U 1/148-150	Chambre des notaires.	1903-1940
2 U 1/148	Réglementation : correspondance, brouillons, notes, règlements, procès-verbaux d'assemblées générales de chambres des notaires.	
	L'article se divise en 6 sous-dossiers correspondant chacun aux tribunaux suivants : Bourg, Belley, Rhône, Nantua, Montbrison, Trévoux.	1903-1935
2 U 1/149-150	Élections : correspondance, brouillons, notes, extraits des registres de délibérations de chambres des notaires, extraits de procès-verbaux d'assemblées générale de chambres des notaires, tableau des notaires de Saint-Étienne.	
	Les sous-dossiers sont organisés par année puis pour chaque année par chambre.	1915-1940
2 U 1/149	1915-1916, 1921-1930.	1915-1930
2 U 1/150	1931-1940.	1931-1940
2 U 1/151	Réglementation de la profession : correspondance, rapports, brouillons, notes, extraits de registres de délibérations de chambres de discipline des notaires d'arrondissement.	1914-1936
2 U 1/152	Offices, créations et liquidations : correspondance, brouillons, rapports, extraits de minutes de greffe de tribunal de première instance, extraits de procès-verbaux de délibérations de chambres de discipline des notaires, extrait des registres de délibérations du conseil municipal d'Oullins, comptes-rendus de vérification d'étude par la chambre des notaires, inventaire de pièces de dossier de candidature pour un office, traité de cession d'office, état des recouvrement à opérer, état des produits d'office.	
	Sous-dossier 1 : liquidation à Charlieu. Sous-dossier 2 : Création à Villeurbanne. Sous-dossier 3 : Création dans le canton de Saint-Genis-Laval.	1901-1938
2 U 1/153-162	Comptabilité notariale ⁹ .	1906-1940
2 U 1/153	Exercices 1906, 1909, 1913-1926, vérifications au premier degré : circulaires, correspondance, brouillons, notes, états des comptabilités notariales, extrait des délibérations de l'assemblée générale des notaires des arrondissements de Trévoux et Nantua, rapports des présidents des chambres des notaires, états des notaires condamnés, destitués ou suspendus, procès-verbaux de vérification.	

⁹ Le décret ministériel du 16 mars 1931 a instauré un nouveau système de contrôle de la comptabilité notariale avec la création d'un second niveau de contrôle en plus de celui exercé par les Chambres de discipline des notaires. Désormais, un deuxième contrôle est effectué par une commission de contrôle des notaires rattachée à la cour d'appel et constituée de notaires. On parle de vérification au premier et au second degré.

		1906-1927
2 U 1/154	Exercices 1927-1930, vérifications au premier degré : correspondance, brouillon, états des comptabilités notariales, extrait des délibérations de l'assemblée générale des notaires des arrondissements du ressort, rapports des présidents des chambres des notaires, états des notaires condamnés, destitués ou suspendus, procès-verbaux de vérification, note de la trésorerie générale.	
		1927-1931
2 U 1/155	Exercices 1931-1932 et 1932-1933, vérifications au second degré : correspondance, brouillon, état des vérifications d'études, procès-verbaux de délibérations de l'assemblée générale de la commission de contrôle des notaires de la cour d'appel de Lyon, comptes-rendus de vérification de la commission de contrôle, rapports de la commission de contrôle, balances des comptes des notaires.	
		1931-1933
2 U 1/156	Exercice 1933-1934, vérifications au second degré : correspondance, brouillon, extrait du registre des délibérations de la chambre de discipline des notaires de l'arrondissement de Trévoux, procès-verbaux de délibérations de l'assemblée générale de la commission de contrôle des notaires de la cour d'appel de Lyon, comptes-rendus de vérification de la commission de contrôle, rapports de la commission de contrôle, balances des comptes des notaires.	
	Sous-dossier 1 : correspondance du parquet général avec la Chancellerie. Sous-dossier 2 : assemblée générale de la commission de contrôle. Sous-dossier 3 : vérifications de la commission de contrôle. Sous-dossiers 4-12 : parquets des tribunaux du ressort.	
		1933-1934
2 U 1/157	Exercice 1934-1935, vérifications aux premier et second degrés : correspondance, brouillon, procès-verbaux de délibérations de l'assemblée générale de la commission de contrôle des notaires de la cour d'appel de Lyon, états des officiers ministériels supprimés.	
	Sous-dossier 1 : contrôle au second degré pour le ressort. Sous-dossier 2-4 : contrôle au premier degré pour la Loire, l'Ain et le Rhône.	
		1934-1935
2 U 1/158	Exercice 1935-1936, vérifications au premier degré : correspondance, état des poursuites exercées contre les notaires, état des offices ministériels supprimés, comptes-rendus de vérification par les chambres des notaires, balances des comptes courants des notaires à la Caisse des dépôts et consignation.	
	L'article se divise en 9 sous-dossiers correspondant chacun à un arrondissement judiciaire du ressort.	
		1935-1936
2 U 1/159	Exercice 1936-1937, vérifications au premier degré : correspondance, état des poursuites exercées contre les notaires, état des offices ministériels supprimés, comptes-rendus de vérification par les chambres des notaires, balances des comptes courants des notaires à la Caisse des dépôts et consignation.	

L'article se divise en 9 sous-dossiers correspondant chacun à un arrondissement judiciaire du ressort.

		1936-1937
2 U 1/160	Exercice 1937-1938, vérifications aux premier et second degrés : correspondance, rapport, brouillon, procès-verbaux de délibérations de l'assemblée générale de la commission de contrôle des notaires de la cour d'appel de Lyon, comptes-rendus de vérification de la commission de contrôle, comptes-rendus de vérification par les chambres des notaires, balances des comptes courants des notaires à la Caisse des dépôts et consignation.	
	Sous-dossier 1 : contrôle au second degré pour le ressort. Sous-dossier 2-8 : contrôle au premier degré pour les arrondissements judiciaires du ressort.	
		1937-1938
2 U 1/161	Exercice 1938-1939 : correspondance, brouillon, extrait du registre des délibérations de la chambre de discipline des notaires de l'arrondissement de Belley, procès-verbaux de délibérations de l'assemblée générale de la commission de contrôle des notaires de la cour d'appel de Lyon, comptes-rendus de vérification de la commission de contrôle.	
		1938-1939
2 U 1/162	Exercice 1939-1940, vérifications aux premier et second degrés : correspondance, rapport, brouillon, procès-verbaux de délibérations de l'assemblée générale de la commission de contrôle des notaires de la cour d'appel de Lyon, comptes-rendus de vérification de la commission de contrôle, état des poursuites exercées contre les notaires, état des offices ministériels supprimés, comptes-rendus de vérification de la chambre des notaires.	
	Sous-dossier 1 : contrôle au second degré pour le ressort. Sous-dossiers 2-11 : contrôle au premier degré pour les arrondissements judiciaires du ressort.	
		1939-1940
2 U 1/163	Honorariat : correspondance, rapports, brouillons, extraits de registres de délibérations de Chambres de notaires, extraits de casiers judiciaires, certificat de services, inventaire des pièces de dossier de candidature.	
		1878-1898
2 U 1/164	Condammations, destitutions et suspensions : correspondance, états.	
		1914-1916
2 U 1/165	Poursuites disciplinaires : correspondance, rapports, brouillons, extraits de minutes de greffe de tribunal de première instance, rapports et procès-verbaux de vérification de comptabilité notariale, états des dépôts à la Caisse des dépôts et consignations, états des poursuites disciplinaires, correctionnelles et criminelles, balances des comptes courants à la Caisse des dépôts et consignation.	
		1910-1920
2 U 1/166	Clercs de notaires, création d'une caisse de retraite et d'assistance : circulaires, correspondance, certificats de services, fiches de renseignements.	
	L'article se divise en 5 sous-dossiers correspondant chacun à un arrondissement judiciaire. L'arrondissement de Roanne est classé par canton.	
		1937

2 U 1/167	Association nationale des notaires de France : bulletin, compte-rendu du 39 ^e congrès annuel.	1932
2 U 1/168	Traité pratique.	1893
2 U 1/169	Instructions sur les auxiliaires de justice : circulaires ministérielles.	1939
2 U 1/170	Avocats. – Organisation, élections au Conseil de l'ordre : correspondance, brouillons, coupures de presse, tableau du rang de l'ordre, procès-verbal de l'élection de l'assemblée générale du conseil de l'ordre, tableau des avocats du tribunal civil de Montbrison (1915, 1921, 1924, 1926-1939) ; barreaux du ressort : correspondance, brouillon, extrait du registre des délibérations du conseil de l'ordre des avocats (1930-1932). Gestion, candidatures au Parquet et à la magistrature : correspondance, rapport, brouillon, notes, bulletins n°2, lettres de candidature, fiches de renseignements, attestations d'inscription au stage d'avocat, relevés de notes, extraits des registres d'actes d'État civil, n°720 de la <i>Comédie Politique</i> (1897-1920) ; radiation de maître Monfouilloux : correspondance, rapport, brouillon, notes, citation à comparaître, bulletin n°2, extrait des minutes du greffe de la Cour d'appel, signification d'arrêt ¹⁰ , état des services, opposition à arrêt de défaut, inventaire de dossier de candidature (1920-1941).	1897-1941
2 U 1/171	Avoués. – Organisation, élections à la Chambre des avoués : correspondance, brouillons, procès-verbaux des élections des Chambres des avoués (1914-1916, 1921-1926, 1938) ; suppression des élections pendant la guerre : correspondance (1939). Gestion, proposition à l'honorariat : correspondance, brouillon, affiche, inventaire du dossier de candidature, procès-verbal de délibération de la Chambre des avoués (1880-1897) ; suppression de l'étude de maître Dominjon : correspondance, brouillon, notes, minute de prestation de serment, acte de cession de d'office, relevé des affaires de maître Dominjon, bulletin n°2, procès-verbal de délibérations du tribunal de première instance de Nantua, rapport de procédure, citation à comparaître, interrogatoire, minute de jugement, acte d'appel, état des frais, signification d'arrêt (1906-1927).	1880-1939
2 U 1/172	Huissiers, élections de la Chambre de discipline des huissiers : correspondance, brouillon, procès-verbaux d'élection (1914, 1916, 1918, 1921-1926) ; bourse commune : correspondance, brouillon, notes, extrait des délibérations du tribunal civil de Montbrison et de la communauté des huissiers, livre de caisse de la communauté des huissiers (1906-1910, 1913-1914).	1906-1926
2 U 1/173	Autres officiers et auxiliaires. – Auxiliaires de justice : correspondance, minutes (1841-1889, 1914). Attachés : états numériques (1939-1940). Compagnie des agents de change : correspondance (1925-926).	1841-1940

¹⁰ signification d'arrêt : document portant confirmation de la délivrance d'une copie d'un arrêt par une chambre de la Cour d'appel

AFFAIRES SUIVIES

2 U 1/174-231	Juridictions de droit commun.	1808-1944
2 U 1/174-182	Civil.	1811-1941
2 U 1/174	Déchéance de nationalité, dossiers d'individus : correspondance, fiche individuelle de renseignements, extraits de minutes, interrogatoires, procès-verbaux d'enquête, rapport de commissariat, assignation à comparaître, interjection d'appel, conclusions de l'avocat général, mémoire d'avocat.	
	L'article comprend les affaires Binding, Cohen, Etter, Frey, Hoffmann, Lierse, Pinnau, Rottloff, Schottlaender, Stein, Wohlwill.	1914-1921
2 U 1/175	Demande d'adoption, enquêtes : correspondance, notes, extraits de minutes de greffe.	1892-1905
2 U 1/176	Déchéance de puissance paternelle, dossiers d'individus : correspondance, rapports du parquet, extraits de presse, rapports d'expertise, rapports de police, attestation de témoins, procès-verbaux d'audition, certificats de travail, certificats médicaux, carnets de santé, bulletin n°2, actes de naissance, assignation à comparaître, exposé des faits, expéditions de jugements, interjection d'appel (1938-1941) ; jugements : correspondance, brouillons, expéditions de jugements, états des déchéances (1889-1893) ; affaires de violences parentales : correspondance, brouillons, requêtes du procureur général, dossiers de procédure (1892-1893).	1889-1941
2 U 1/177	Modification de l'état civil : correspondance, rapports, extraits des registres d'état civil.	1811-1931
2 U 1/178	Successions : correspondance, rapport, notes.	1884-1938
2 U 1/179	Divorces : correspondance, rapports, brouillons, demande d'assistance judiciaire, livrets de l'assistance judiciaire, copie de jugement.	
	L'article comprend les affaires Faure (1923) et André-Révéréd de Mesnil (1930-1938)	1923-1938
2 U 1/180	Logement et loyers, locataires chômeurs : correspondance, rapport (1935) ; locataires mobilisés : correspondance, brouillons (1940) ; affaire sur les loyers : correspondance, rapports, brouillons, requête, tracts diffamatoires, procès-verbaux d'audition (1931-1932, 1934) ; expulsion de locataires : correspondance, rapport, brouillons, notes, coupure de presse, conclusions, copie de jugement, acquiescement à arrêt (1938-1941).	1931-1941
2 U 1/181	Assurances sociales : correspondance, rapports, requête.	1931-1935

2 U 1/182	Autres affaires. – Responsabilité de la ville de Genève et du Petit-Saconnex ¹¹ dans les troubles de l'an IX résultant de la poursuite de contrebandiers par des douaniers : correspondance, rapport (1800-1801). Violation par un instituteur public de la neutralité religieuse : correspondance, notes (1910-1911). Expropriation : procès-verbal de jugement (1913). Attribution du pécule d'un soldat : correspondance (1920-1921). Identification d'individus : correspondance, rapport, brouillon (1932). Loi monétaire : correspondance, requête (1936). Expulsion d'exploitation agricole : correspondance, brouillon (1939).	1913-1939
2 U 1/183-220	Pénal.	1808-1940
2 U 1/183-197	Atteintes à l'autorité de l'État et à l'ordre public.	1808-1940
2 U 1/183-187	Mouvements politiques.	1870-1940
2 U 1/183	Anarchisme lyonnais : correspondance, rapports, brouillons, notes, coupures de presse, dossiers de procédure. Affaire des anarchistes de Marseille (1882). Affaire du journal <i>Le drapeau noir</i> ¹² (1883-1884). Affaire Liothier (1913).	1882-1913
2 U 1/184	Manifestations et insurrections. - Évènements de Saint-Étienne ¹³ : correspondance, notes, dossier du tribunal de première instance de Saint-Étienne, arrêté de suspension du journal <i>Le républicain de la Loire</i> (1870-1873). Incidents de Chambon-Feugerolles suite aux élections législatives ¹⁴ : correspondance, rapport (1910). Incidents communistes du 21 octobre 1933 à Saint-Étienne : correspondance, rapports, notes (1933-1934). Journée révolutionnaire communiste du 1 ^{er} août 1934 : correspondance (1934). Meeting des Croix-de-feu ¹⁵ : correspondance, coupures de presse (1934). Réunion du Parti social français ¹⁶ dans l'Ain : correspondance (1936). Fusillade de Saint-Fons lors du rassemblement du Parti social français : correspondance, rapports, notes, brouillons, coupures de presse (1937-1939).	1870-1939

¹¹ Petit-Saconnex : ancienne commune devenue aujourd'hui un quartier de la ville de Genève.

¹² Le journal est poursuivi pour diffamation par la direction des Acéries de Firminy.

¹³ Il s'agit de l'épisode de la Commune de Saint-Étienne proclamée en mars 1871 suite à une révolte populaire ayant pour contexte la Commune de Paris et celle de Lyon. Toutefois, les violences engendrées entraînèrent des réticences dans la population et le comité révolutionnaire tout juste créé dut se rendre aux autorités dès le 28 mars. Les révolutionnaires furent jugés dès décembre 1871.

¹⁴ Ces incidents, qui eurent comme point d'orgue l'incendie de la mairie du Chambon, avaient pour origine la grève des ouvriers métallurgistes du Chambon-Feugerolles, débutée en décembre 1909. Les grévistes revendiquaient la reconnaissance du syndicat et le 11 février 1910 la grève générale fut votée. Les usines fermèrent toutes une à une et des violences de rue eurent lieu entre grévistes et gendarmes. Le député de la Loire Aristide Briand fut proposé comme arbitre, en vain : sa participation au gouvernement le faisait passer pour un traître au socialisme. Un accord intervint finalement le 1^{er} avril 1910 mais lors des élections législatives d'avril 1910, quelques grévistes récalcitrants incendièrent la mairie dans la nuit du 24.

¹⁵ Croix-de-feu : mouvement nationaliste français né en 1927 sous l'impulsion d'ancien combattant et dirigé par le colonel François de la Rocque. La dissolution du mouvement en 1936 donne naissance au Parti social français. En juin 1934, une grande manifestation des Croix-de-feu est prévue à Saint-Étienne. Voyant cet évènement d'un mauvais oeil, les organisations communistes et les syndicats organisent une contre-manifestation qui dégénère.

¹⁶ Parti politique de droite issu du mouvement des Croix-de-feu en 1936.

2 U 1/185	Presse extrémiste à Saint-Étienne : correspondance, rapport.	1934
2 U 1/186	Surveillance, Cercle de La-Tour-du-Pin : correspondance.	1936
2 U 1/187	Affaires particulières. - Incident au siège du Front commun à Lyon : correspondance, rapports (1934-1935). Plainte des fascistes italiens contre le journal <i>La voix du peuple</i> : correspondance (1936). Tracts anti-patriotes du groupe communiste Lugdunum : correspondance, rapport (1939). Affaire Lécuyer : correspondance, dossier de procédure (1940).	1934-1940
2 U 1/188-190	Atteintes à l'autorité militaire.	1877-1930
2 U 1/188	Fraude au recrutement : correspondance, rapports, brouillons, dossiers de procédure. L'article comprend les affaires Morboz et Menghi.	1877
2 U 1/189	Actes de rébellion contre la gendarmerie : correspondance, rapports. Affaires de Bourg-Argental (Loire), de La Ricamarie (Loire) et du Grand théâtre de Lyon.	1880-1882
2 U 1/190	Antimilitarisme et incitation à la désobéissance militaire. - Affiches antimilitaristes sur la voie publiques : correspondance, rapport (1907). Désobéissance militaire : correspondance, rapport, brouillon, affiche, dossiers de procédure (1901-1930). Les affaires d'incitation à la désobéissance militaire sont les suivantes : affaire Vernet-Rouaix (1901-1902), affaire Sautiquet (1909), affaire Deloste (1928-1929), affaire Brun (1930).	1901-1930
2 U 1/191	Trafic d'armes de guerre : correspondance, dossiers de procédure. L'article comprend les affaires Trainard (1816), Escaich et Vignon (1936) et Janisson-Rivollier (1936).	1816-1936
2 U 1/192-193	Séjours irréguliers sur le territoire français.	1916-1935
2 U 1/192	Permis de séjour et certificats d'immatriculation : correspondance, requêtes.	1916-1935
2 U 1/193	Extraditions : correspondance, rapports, notes.	1925-1935
2 U 1/194	Outrages aux représentants de l'État, homme politique : correspondance, rapports (1808, 1934) ; magistrat : correspondance, rapports (1907-1916) ; agent de la force publique : correspondance, rapport, brouillons, dossiers de procédure (1880-1937).	1808-1937

2 U 1/195	Outrage aux bonnes mœurs : correspondance, rapport, brouillons, prospectus.	1876-1935
2 U 1/196	Exercice illégal d'une activité réglementée, pharmacie : correspondance, rapport, brouillon (1939) ; notariat : correspondance, brouillon, procès-verbal de la réunion de la chambre des notaires de Belley (1939).	1939
2 U 1/197	Affaires diverses. – Corruption, affaire Fenet : correspondance, brouillon, coupures de presse, exposé des faits (1935). Affaire de la Société royale agricole : correspondance, pièces de procédure (1825). Mendicité : correspondance, pièces de procédure (1838). Exportation d'or, affaire Mourin : correspondance, rapport (1916-1917).	1825-1935
2 U 1/198-206	Atteintes à la personne.	1814-1937
2 U 1/198-199	Homicide.	1881-1937
2 U 1/198	Affaires diverses : correspondance, rapports, coupures de presse, information, pièces de procédure, casier judiciaire et renseignements, acte de dessaisissement. Dossiers Bergeron, Combe, Duvernay, Pocchiola-Giors et Vinaï, Verdi.	1881-1937
2 U 1/199	Dossier Vacher ¹⁷ : correspondance, rapports, brouillons, notes, coupures de presse, bulletins de renseignements, cartes de l'itinérance de Vacher, nomenclature des crimes impunis, exposés des faits.	1895-1898
2 U 1/200	Coups et blessures : correspondance, rapports, brouillons. Dossiers Deborne (1926), Gémy (1934), Riffard (1936).	1926-1936
2 U 1/201-203	Atteintes aux mineurs.	1881-1922
2 U 1/201	Travail des enfants, poursuites contre des industriels : correspondance, rapports (1881) ; inspections : correspondance, brouillons, notes, extraits de minutes de greffe, procès-verbaux d'inspection (1883, 1887, 1889, 1891-1892).	1881-1892
2 U 1/202	Enlèvement d'enfant : correspondance, rapport.	1911
2 U 1/203	Attentats à la pudeur : correspondance, rapports, exposés des faits. Dossiers Debize, instituteur (1910) et Pignard (1921-1922).	1910-1922

¹⁷ Joseph Vacher (1869-1898), premier tueur en série français, surnommé le tueur des bergères. Il sévit à travers la France dans les années 1880-1890 avant d'être arrêté puis jugé par la cour d'assises de l'Ain qui le condamne à mort le 20 octobre 1898 pour 12 meurtres avoués.

2 U 1/204	Violation de sépulture, affaire de Saint-Jean et Glattard : correspondance, rapport.	1883-1884
2 U 1/205	Violation de la vie privée : correspondance, rapport.	1910
2 U 1/206	Diffamation : correspondance, rapports, brouillons, dossiers de procédure. Dossiers Balmont contre Bernoud (1814-1815), Stacchini contre Gentil (1904), du <i>Journal de Genève</i> (1908-1909).	1814-1909
2 U 1/207-209	Atteintes aux biens.	1928-1939
2 U 1/207	Escroquerie et abus de confiance : correspondance, rapports, brouillons, coupures de presse. Dossiers Despeyroux, Dufour, Gazogène Éclair, Yelitchitch.	1929-1939
2 U 1/208	Vol et recel : correspondance, rapports, brouillons, notes, coupures de presse, reconnaissance de notification de rejet de requête en révision, procès-verbaux d'auditions de témoins par la gendarmerie, procès-verbaux d'interrogatoire, bulletins n°1 et 2, fiches individuelles de renseignements, assignation à comparaître, liste de jurés des assises, justificatifs de frais d'escorte d'accusés, mandat de dépôt. Dossiers André, Gaucher, Poulleau.	1925-1939
2 U 1/209	Violation et dégradation de biens : correspondance, rapports.	1926-1934
2 U 1/210-212	Infractions au code du commerce.	1879-1940
2 U 1/210	Prix illicites et concurrence déloyale. – Spéculation illicite : correspondance, rapport, coupures de presse, procès-verbaux d'audition (1936). Transports : correspondance, rapport (1936). Baisse artificielle des prix : correspondance, rapport (1939).	1936-1939
2 U 1/211	Fraude et contrefaçon : correspondance, rapports, brouillons, dossiers de procédure. Affaire Faure, fabricant d'armes (1892). Affaire de la Société des forges et aciéries de la Marine (1903). Affaire des établissements Arbel à Couzon (Loire) (1910).	1892-1910
2 U 1/212	Affaires diverses. - Colportage : correspondance (1879). Mineurs de Gier : correspondance, rapports (1891-1892). Affaire du "Sou par bouteille" : brouillons, rapport broché, mémoire, arrêts de la cour de cassation (1939-1940).	1879-1940
2 U 1/213	Chasse et pêche, délits : correspondance, rapport, certificat de travail, dépôt de commandement	1906-1934

2 U 1/214-216	Conflits du travail.	1904-1936
2 U 1/214	Accidents du travail : notes, jugement.	1935-1936
2 U 1/215	Main d'œuvre étrangère : correspondance.	1934
2 U 1/216	Assurances sociales : correspondance.	1904-1905
2 U 1/217	Accidents et catastrophes. – Accident de la route : correspondance (1926). Accidents de chemin de fer : correspondance, rapport (1926, 1939). Éboulement de Fourvière : correspondance, coupures de presse (1930-1932). Éboulement du cours d'Herbouville : correspondance, rapport, coupures de presse (1932). Catastrophes des mines de Sain-Bel, Saint-Pierre-la-Palud et du bassin houiller de Saint-Étienne : correspondance, rapports, brouillons, notes, coupures de presse (1908-1939).	1908-1939
2 U 1/218	Grâces, amnisties et réhabilitations. - Recours en grâce et amnisties : correspondance, brouillons, notes, rapport de police, fiche individuelle de renseignements, bulletin n°1 ¹⁸ , réquisitoire du procureur général, extrait de minutes de greffe, ordre d'écrou, extrait de registre d'écrou, avis de décision (1938-1939). Réhabilitations : arrêts de la cour d'appel (1890-1895).	1890-1939
2 U 1/219-220	Assises.	1926-1935
2 U 1/219	Rôles d'affaires : correspondance, notes, rôles par département.	1931-1935
2 U 1/220	Rapports des affaires jugées : exposés des faits.	1926-1933
2 U 1/221-226	Affaires particulières.	1879-1941
2 U 1/221-223	Affaires liées à la guerre.	1914-1941
2 U 1/221	Séquestres et commerce international, instruction d'affaires particulières : correspondance, brouillons, notes, coupures de presse, listes de compagnies surveillées, formulaires de liquidation de biens séquestrés, état des mainlevées de séquestres (1914-1930) ; affaire de la société Lenzbourg : rapports relatifs aux transactions lors de la levée de séquestre, inventaires (1917-1927) ; affaire Henckell-Scheilli : correspondance, rapports (1921-1929).	1914-1930
2 U 1/222	Extraditions : listes nominatives établies par la commission des listes noires.	1918
2 U 1/223	Affaires diverses. - Dossier des sociétés "Le matériel électrique" et "Schneider et cie" : correspondance (mai-juillet 1939). Dossier Antinelli sur les loyers des logements réquisitionnés : ordonnance de loyer, notes (1940-1941).	1939-1941

¹⁸ Bulletin n°1 : relevé intégral des fiches du casier judiciaire communicables uniquement aux autorités judiciaires

2 U 1/224-226	Congrégations religieuses.	1879-1930
2 U 1/224	Infractions à la loi, contrôle des écoles : correspondance, rapports, brouillons, déclaration d'ouverture d'école, bulletin n°2, procès-verbal de renseignements de gendarmerie, assignation à comparaître, carnet de procédure, réquisitoire (1903-1905) ; affaires diverses : correspondance, rapports, brouillons, notes, coupures de presse, actes judiciaires en italien (1879, 1911, 1902-1905, 1927, 1930).	1879-1930
2 U 1/225	Affaires civiles et criminelles, relai dans la presse : extraits du <i>Moniteur judiciaire</i> , de <i>La Gazette des palais</i> et de <i>La Gazette des tribunaux</i> .	1902-1905
2 U 1/226	Liquidations des biens : correspondance, rapports, brouillons, notes, extraits de minutes de greffe, liste d'établissements, réquisitions d'incarcération.	1901-1910
2 U 1/227-231	Plaintes diverses.	1878-1944
2 U 1/227	Plaintes contre des magistrats : correspondance, rapports.	1924-1940
2 U 1/228	Plaintes contre des officiers ministériels et auxiliaires de justice : correspondance, plaintes, dossiers de procédure. L'article comprend notamment le dossier volumineux de l'affaire Vigouroux contre des officiers ministériels.	1930-1937
2 U 1/229	Plaintes contre des gendarmes : correspondance, rapports.	1878-1881
2 U 1/230	Plainte de déficient mental : correspondance, rapports, requêtes.	1923
2 U 1/231	Plaignants d'habitude : correspondance, rapports, requêtes.	1906-1944
2 U 1/232-235	Autres juridictions.	1819-1937
2 U 1/232-233	Tribunaux de commerce.	1819-1934
2 U 1/232	Faillites et liquidations judiciaires. - Affaire de la Compagnie des fonderies et forges de Terre-Noire, de La Voulte et de Bessèges : correspondance, rapport, brouillons, notes, coupures de presse, pétition, fiche de police, procès-verbaux de police, règlements et statuts (1888-1893). Affaire Lacombe : correspondance, rapport, brouillon, notes (1933-1934). Faillite bancaire : correspondance, rapport, notes, coupures de presse (1930). Affaires diverses : pièces de procédure (1819).	1819-1934

2 U 1/233	Autres plaintes et affaires : correspondance, plaintes, dossiers d'instruction. Objets des plaintes : contestation de procédure, contestation contre le personnel judiciaire, fonctionnement du tribunal.	1892-1925
2 U 1/234	Justice militaire. - Dossiers d'individus : correspondance, rapports, arrêts et jugements (1852-1881). Affaire du caporal Rognon : correspondance, dossier de réhabilitation (1932-1935, 1937).	1852-1937
2 U 1/235	Tribunal des conflits, affaire Léger contre l'État français : correspondance.	1923
2 U 1/236	Réquisitoires du procureur général.	1832-1833
2 U 1/237	Rôle général des affaires : rôle 1915-1918 des affaires jugées par les tribunaux de Lyon, Roanne, Saint-Étienne et Belley, états 1937-1940 des affaires inscrites au rôle des juridictions du ressort.	1915-1940

ANNEXES

Annexe 1 : tableau de concordances des cotes

Nouvelles cotes	Anciennes cotes
2 U 1 / 1	2 Up 1, 2 Up 2, U 761
2 U 1 / 2	2 Up 3, 2 Up 4
2 U 1 / 3	2 Up 4, 2 Up 5
2 U 1 / 4	2 Up 5, 2 Up 6
2 U 1 / 5	2 Up 6, 2 Up 7, 2 Up 10
2 U 1 / 6	2 Up 7, 2 Up 8, 2 Up 10, 2 Up 11
2 U 1 / 7	2 Up 8, 2 Up 9, 2Up 11, 2 Up 12
2 U 1 / 8	2 Up 8, 2 Up 12
2 U 1 / 9	2 Up 1, 2 Up 4
2 U 1 / 10	2 Up 10, 2 Up 75
2 U 1 / 11	2 Up 130
2 U 1 / 12	2 Up 130, 2 Up 131
2 U 1 / 13	2 Up 137, 2 Up 138
2 U 1 / 14	2 Up 137, 2 Up 138
2 U 1 / 15	2 Up 80
2 U 1 / 16	2 Up 119
2 U 1 / 17	2 Up 122 bis
2 U 1 / 18	2 Up 114, 2 Up 115, 2 Up 117, 2 Up 118
2 U 1 / 19	2 Up 122 bis
2 U 1 / 20	2 Up 122
2 U 1 / 21	2 Up 113
2 U 1 / 22	2 Up 116
2 U 1 / 23	2 Up 134
2 U 1 / 24	2 Up 136
2 U 1 / 25	2 Up 82
2 U 1 / 26	2 Up 85, 2 Up 94
2 U 1 / 27	2 Up 96

2 U 1 / 28	2 Up 83, 2 Up 96, 4549 W 1
2 U 1 / 29	2 Up 112
2 U 1 / 30	2 Up 83
2 U 1 / 31	2 Up 83, 2 Up 96
2 U 1 / 32	2 Up 96
2 U 1 / 33	2 Up 96
2 U 1 / 34	2 Up 83, 2 Up 96, 2 Up 112, Usup 2, 4549 W 4
2 U 1 / 35	2 Up 83, 2 Up 196 (anc. U 778)
2 U 1 / 36	U 1253
2 U 1 / 37	2 Up 88-91
2 U 1 / 38	2 Up 86-87, 2 Up 92-93
2 U 1 / 39	2 Up 83
2 U 1 / 40	2 Up 83
2 U 1 / 41	2 Up 84
2 U 1 / 42	2 Up 112
2 U 1 / 43	2 Up 100
2 U 1 / 44	2 Up 99
2 U 1 / 45	2 Up 13
2 U 1 / 46	2 Up 21
2 U 1 / 47	2 Up 21, 2 Up 22
2 U 1 / 48	2 Up 22
2 U 1 / 49	2 Up 23
2 U 1 / 50	2 Up 13
2 U 1 / 51	2 Up 13, 2 Up 81
2 U 1 / 52	2 Up 121
2 U 1 / 53	2 Up 120
2 U 1 / 54	U 1394
2 U 1 / 55	4613 W 7
2 U 1 / 56	4613 W 8
2 U 1 / 57	2 up 122 bis
2 U 1 / 58	U 708
2 U 1 / 59	sans cote
2 U 1 / 60	2 Up 146
2 U 1 / 61	2 Up 145

2 U 1 / 62	2 Up 144
2 U 1 / 63	2 Up 140
2 U 1 / 64	2 Up 139
2 U 1 / 65	2 Up 135
2 U 1 / 66	3 Up 272
2 U 1 / 67	3 Up 272
2 U 1 / 68	2 Up 13, 2 Up 122 bis, 4549 W 4
2 U 1 / 69	2 Up 124, 2 Up 128
2 U 1 / 70	2 Up 128
2 U 1 / 71	2 Up 125
2 U 1 / 72	2 Up 126
2 U 1 / 73	2 Up 127
2 U 1 / 74	2 Up 128, Usup 6
2 U 1 / 75	2 Up 128
2 U 1 / 76	2 Up 128
2 U 1 / 77	2 Up 123
2 U 1 / 78	2 Up 125
2 U 1 / 79	2 Up 125, 2 Up 128, 2 Up 197, Usup 6
2 U 1 / 80	2 Up 14
2 U 1 / 81	2 Up 14
2 U 1 / 82	2 Up 15
2 U 1 / 83	2 Up 15
2 U 1 / 84	2 Up 16
2 U 1 / 85	2 Up 17
2 U 1 / 86	2 Up 18
2 U 1 / 87	2 Up 19
2 U 1 / 88	2 Up 183-184
2 U 1 / 89	2 Up 24-25
2 U 1 / 90	2 Up 171
2 U 1 / 91	2 Up 173
2 U 1 / 92	2 Up 30
2 U 1 / 93	2 Up 31
2 U 1 / 94	2 Up 32
2 U 1 / 95	2 Up 33

2 U 1 / 96	2 Up 29
2 U 1 / 97	2 Up 28
2 U 1 / 98	2 Up 27
2 U 1 / 99	3 Up 105
2 U 1 / 100	2 Up 34
2 U 1 / 101	2 Up 170
2 U 1 / 102	2 Up 36
2 U 1 / 103	2 Up 150
2 U 1 / 104	2 Up 148
2 U 1 / 105	2 Up 149
2 U 1 / 106	2 Up 150
2 U 1 / 107	2 Up 147, 2 Up 176
2 U 1 / 108	2 Up 152
2 U 1 / 109	2 Up 152
2 U 1 / 110	2 Up 4
2 U 1 / 111	2 Up 176
2 U 1 / 112	2 Up 59
2 U 1 / 113	2 Up 63
2 U 1 / 114	2 Up 156
2 U 1 / 115	2 Up 65, 2 Up 66
2 U 1 / 116	2 Up 64
2 U 1 / 117	2 Up 67
2 U 1 / 118	2 Up 68, 2 Up 69, 2 Up 70, 2 Up 74
2 U 1 / 119	2 Up 71
2 U 1 / 120	2 Up 72
2 U 1 / 121	2 Up 74
2 U 1 / 122	2 Up 178
2 U 1 / 123	2 Up 172
2 U 1 / 124	2 Up 175
2 U 1 / 125	2 Up 177
2 U 1 / 126	2 Up 56
2 U 1 / 127	2 Up 174
2 U 1 / 128	2 Up 182
2 U 1 / 129	2 Up 37

2 U 1 / 130	2 Up 73
2 U 1 / 131	2 Up 151
2 U 1 / 132	2 Up 57, 2 Up 153
2 U 1 / 133	2 Up 48
2 U 1 / 134	2 Up 47
2 U 1 / 135	2 Up 52
2 U 1 / 136	2 Up 53
2 U 1 / 137	2 Up 54
2 U 1 / 138	2 Up 50
2 U 1 / 139	2 Up 55
2 U 1 / 140	2 Up 51
2 U 1 / 141	2 Up 180
2 U 1 / 142	2 Up 128
2 U 1 / 143	2 Up 143
2 U 1 / 144	2 Up 160
2 U 1 / 145	2 Up 128
2 U 1 / 146	2 Up 35
2 U 1 / 147	2 Up 103
2 U 1 / 148	2 Up 106
2 U 1 / 149	2 Up 107
2 U 1 / 150	2 Up 108
2 U 1 / 151	2 Up 104
2 U 1 / 152	2 Up 105
2 U 1 / 153	2 Up 38
2 U 1 / 154	2 Up 39
2 U 1 / 155	2 Up 40
2 U 1 / 156	2 Up 41
2 U 1 / 157	2 Up 42
2 U 1 / 158	2 Up 42 bis
2 U 1 / 159	2 Up 43
2 U 1 / 160	2 Up 44
2 U 1 / 161	2 Up 45
2 U 1 / 162	2 Up 46
2 U 1 / 163	2 Up 109

2 U 1 / 164	non coté
2 U 1 / 165	2 Up 110
2 U 1 / 166	2 Up 111
2 U 1 / 167	2 Up 102
2 U 1 / 168	non coté
2 U 1 / 169	2 Up 82
2 U 1 / 170	2 Up 97
2 U 1 / 171	2 Up 98
2 U 1 / 172	2 Up 101
2 U 1 / 173	2 Up 185, 2 Up 187
2 U 1 / 174	2 Up 37
2 U 1 / 175	2 Up 62
2 U 1 / 176	2 Up 60, 2 Up 157, 2 Up 194
2 U 1 / 177	2 Up 190, 2 Up 192, 3 Up 268
2 U 1 / 178	2 Up 192
2 U 1 / 179	2 Up 191, 2 Up 193
2 U 1 / 180	2 Up 192-194
2 U 1 / 181	2 Up 192-193
2 U 1 / 182	2 Up 61, 2 Up 190-192, 2 Up 194, 3 Up 270
2 U 1 / 183	2 Up 188
2 U 1 / 184	2 Up 142, 2 Up 189-190
2 U 1 / 185	2 Up 189
2 U 1 / 186	2 Up 189
2 U 1 / 187	U sup 2, 2 Up 189
2 U 1 / 188	2 Up 188
2 U 1 / 189	2 Up 151
2 U 1 / 190	2 Up 188-189
2 U 1 / 191	2 Up 188-189
2 U 1 / 192	2 Up 191, 3 Up 1256
2 U 1 / 193	2 Up 166
2 U 1 / 194	2 Up 167, 2 Up 188-190, 2 Up 193, U 798
2 U 1 / 195	2 Up 190, 2 Up 192
2 U 1 / 196	2 Up 190, 2 Up 194
2 U 1 / 197	2 Up 189, 2 Up 193, 3 Up 1256, Usup 2, Usup 6, Usup 13

2 U 1 / 198	2 Up 190-192, Usup 2, Usup 4
2 U 1 / 199	2 Up 195
2 U 1 / 200	2 Up 189, 2 Up 191, 2 Up 193
2 U 1 / 201	2 U 61, 2 Up 158
2 U 1 / 202	2 Up 190
2 U 1 / 203	2 Up 190, Usup 2
2 U 1 / 204	2 Up 190
2 U 1 / 205	2 Up 189
2 U 1 / 206	2 Up 190
2 U 1 / 207	2 Up 190, 2 Up 192, 4549 W 2
2 U 1 / 208	2 Up 191-194, Usup 2, Usup 4
2 U 1 / 209	2 Up 191-192
2 U 1 / 210	2 Up 191-194
2 U 1 / 211	2 Up 190
2 U 1 / 212	2 Up 190, 2 Up 194
2 U 1 / 213	2 Up 192, Usup 13
2 U 1 / 214	2 Up 194
2 U 1 / 215	3 Up 44
2 U 1 / 216	3 Up 44
2 U 1 / 217	2 Up 191, 2 Up 194
2 U 1 / 218	2 Up 58
2 U 1 / 219	2 Up 20
2 U 1 / 220	2 Up 169
2 U 1 / 221	2 Up 49, 2 Up 162
2 U 1 / 222	2 Up 166
2 U 1 / 223	2 Up 128
2 U 1 / 224	2 Up 76-77, 2 Up 79
2 U 1 / 225	2 Up 76
2 U 1 / 226	2 Up 78
2 U 1 / 227	Usup 2
2 U 1 / 228	2 Up 168, Usup 2
2 U 1 / 229	2 Up 151
2 U 1 / 230	2 Up 164
2 U 1 / 231	2 Up 164 + sans cote

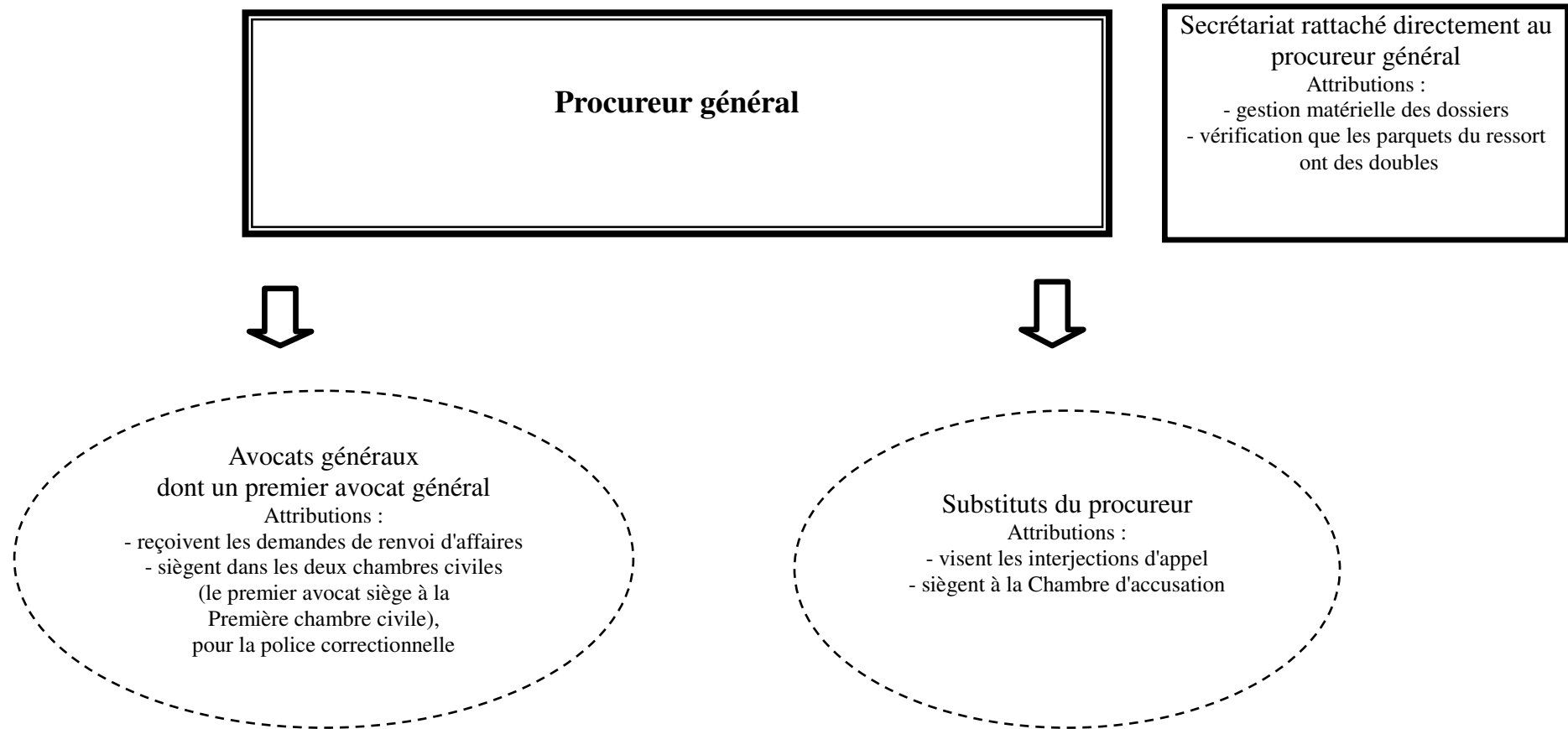
2 U 1 / 232	2 Up 26, 2 Up 192, 3 Up 1256
2 U 1 / 233	2 Up 132, 2 Up 135
2 U 1 / 234	2 Up 141
2 U 1 / 235	2 Up 191
2 U 1 / 236	U 1254
2 U 1 / 237	2 Up 179, 3 Up 71

Annexe 2 : liste des procureurs généraux de la cour d'appel de Lyon (1800-1940)

Avertissement au lecteur : pour la période 1800-1811, on ne parle pas encore de procureur général de la Cour d'appel mais de commissaire du gouvernement auprès du Tribunal d'appel.

1800-1815	Pierre-Thomas Rambaud de la Sablière
1815-1818	Barthélémy Delhorme
1818-1829	Jean de Courvoisier
1829	Martial de Guernon-Ranville
1830	Guillaume Séguy
1830	Madier de Monjau
1831-1837	Jean-Pierre Duplan
1837	Charles Bryon
1837-1838	De la Seiglière
1839-1843	Feuilhade de Chauvin
1843-1847	Piou
1847-1848	Laborie
1848-1849	Joseph Alcock
1849-1852	Gilardin
1853-1858	Adrien-Marie Devienne
1858-1869	Gaulot
1869-1870	Massin
1870-1871	Le Royer
1871-1873	Thiriot
1874	Crépon
1874-1876	Gabriel Adrien Robinet de Cléry
1876-1877	Talandier
1877-1879	Beaune
1879	Périnier
1879-1882	Montaubin
1882-1884	Fabreguette
1884-1889	Maillard
1889-1892	Fochier
1892-1895	?
1895-1901	Moras
1901-?	Auzière
1905-1919	Loubat
1921-?	Majeau?
1929-1934	Maurice Gros?
1939-1944	Jean Sennebier

Annexe 3 : organigramme du parquet général au XIX^e siècle



INDEX DES MOTS MATIÈRE

Avertissement au lecteur : cet index renvoie aux cotes et non aux numéros de page. Seul le corps de l'instrument de recherche est indexé. Toutefois, la typologie des documents n'a pas été indexée.

- A**
- abri, 69
 - abus de confiance, 207
 - accident, 102-106, 127, 214, 217
 - accusé, 60-62
 - aciérie, 211
 - administration, 75
 - pénitentiaire, 52-54
 - adoption, 175
 - affaire, 34, 39, 68, 133-143, 178, 180, 182, 187, 197, 198, 212, 219, 220, 221-226, 232, 233, 234, 237
 - affiche, 190
 - agent, 68, 194
 - aide sociale, 122
 - aliéné, 9
 - allocation, 122
 - amnistie, 132, 218
 - anarchisme, 183
 - anarchiste, 183
 - antimilitarisme, 190
 - archives, 77
 - arme, 191, 211
 - assemblée générale, 156
 - assises, 60-62, 219-220
 - assistance, 166
 - association, 167
 - assurance sociale, 181, 216
 - attaché, 9
 - attentat, 203
 - audience, 16, 58, 59, 60-62
 - automobile, 127
 - autorité
 - administrative, 51-54
 - civile, 51-54
 - militaire, 51-54, 188-190
 - auxiliaire de justice, 169, 173, 228
 - avancement, 40
 - avocat, 170
 - avortement, 126
 - avoué, 171
- B**
- bail rural, 101
- bassin houiller, 217
- barreau, 170
- bien, 133-139, 207-209, 226
- bourse, 172
- C**
- candidature, 16, 28, 35, 170
 - carte judiciaire, 18
 - cassation, 9
 - catastrophe, 217
 - centre de triage, 119
 - chambre, 20, 26, 148-150, 171, 172
 - Chancellerie, 9, 50, 156
 - chasse, 213
 - chemin de fer, 68, 217
 - chômage, 122
 - chômeur, 180
 - circonscription, 15
 - circulaire, 1-8, 9, 72
 - clerc de notaire, 166
 - code, 64, 100-101, 210-212
 - colportage, 212
 - commerce, 91-99, 210-212, 221
 - commission, 156
 - commission cantonale des assurances sociales, 67
 - communication, 73
 - communiste, 75, 184, 187
 - comptabilité, 92-95, 153-162
 - compte, 139
 - concurrence, 210
 - condamnation, 163
 - condamné, 54
 - conflit, 214-216
 - congé, 41
 - congrégation, 224-226
 - congrès, 10
 - conseil, 142, 170
 - contrebandier, 182
 - contrefaçon, 211
 - correspondance, 50
 - corruption, 197
 - coups et blessures, 200
 - cour d'appel, 17, 26, 27, 37, 38, 58, 77
 - cour régionale des pensions, 66
 - cour royale, 30

criminologie, 10
Croix-de-feu, 184

D

décès, 143
déchéance de nationalité, 129, 174
défense, 140
 passive, 69
déficient mental, 230
dégradation, 209
délinquant, 115-121
délit, 213
dépense, 90
dépistage, 119, 120
désobéissance, 190
destitution, 164
détenu, 53, 119
diffamation, 206
disparu, 143
divorce, 179
douanier, 182
droit
 social, 102-122
 commun, 174-131

E

éboulement, 217
école, 224
éducation, 119
effectif, 33
élection, 11, 12, 13, 14, 149-150, 170, 171, 172, 184
élu, 75
enfance, 112-121
enfant, 112, 113, 121, 201, 202
enlèvement, 202
escroquerie, 207
établissement, 118
État, 69-70, 183-197
état civil, 146, 177
étranger, 144, 145
étude, 171
évacuation, 72
examen, 27
 médical, 119
expert, 43
exploitation, 138
 agricole, 182
exportation, 197
expropriation, 182

expulsion, 123, 180, 182
extradition, 193, 222

F

fabricant, 211
faillite, 92-98, 232
famille, 124-126
fasciste, 187
fonderie, 232
force publique, 194
forge, 183, 211, 232
frais de justice, 45-49, 89
fraude, 188, 211
Front commun, 187
fusillade, 184

G

gardien de la paix, 31
gare, 68
gendarme, 229
gendarmerie, 131, 189
grâce, 132, 218
grève, 107
greffe, 22, 68
greffier, 9, 16, 31, 32, 33, 79
guerre, 79, 133-143, 171, 191, 221-223

H

homicide, 198-199
homme politique, 194
honorariat, 163, 171
huissier, 172

I

immatriculation, 192
incident, 184, 187
indemnisation, 16
indemnité, 106
industrie, 91-99
industriel, 201
infanticide, 126
infraction, 210-212, 224
inspection, 44, 201
instituteur, 182
institution judiciaire, 50
instruction, 19, 72
 criminelle, 9

ministérielle, 1-9, 25, 63, 71, 79, 102, 115,
117, 129, 133-134, 147
insurrection, 184

J

journal, 144, 183, 187
juge, 16
 consulaire, 11, 12
 de paix, 16, 27, 28, 31
jugement, 88, 176
juré, 60-62
jurisdiction, 11-14, 44, 72, 75, 90, 174-231, 232-233
justice, 68, 80-90
 criminelle, 46-49
 de paix, 21, 79, 88, 89
 militaire, 63-64, 234

L

liquidation, 92-98, 152, 226, 232
locataire, 123, 180
logement, 123, 180, 223
loi, 18, 76, 112, 132, 182, 224
loyer, 9, 180, 223
Lugdunum, 187

M

magistrat, 16, 19, 29, 31, 32, 35-42, 60-62, 72, 79,
194, 227
magistrature, 170
main d'œuvre, 215
mairie, 112
maladie, 41, 120
 vénéérienne, 120
manifestation, 111, 184
mariage, 9, 124
Marine, 211
médecin, 43
meeting, 184
mendicité, 197
militaire, 143
mine, 217
mineur (enfant), 115-121, 201-203
mineur (mines), 212
ministère de la Marine et des Colonies, 51
ministère des Affaires étrangères, 51
mobilisation, 78
mœurs, 130, 195
mouvement politique, 183-187

N

Nation, 114
navigation, 128
nomination, 29, 35-39, 60-62
notaire, 147-168
notariat, 196

O

œuvre, 118
office ministériel, 9, 152
officier ministériel, 147-173, 228
or, 197
ordre public, 183-197
ordres et contributions, 97
outrage, 194, 195
ouvrier, 183

P

palais de justice, 68
Parti social français, 184
paternité, 125
pêche, 213
pécule, 182
permis de séjour, 192
personne, 198-206
personnel, 26, 28, 34, 78-79, 233
pharmacie, 196
placement, 117-118
plaignant d'habitude, 231
plainte, 187, 227-231, 233
plan, 69
police, 130
poste, 16, 17, 19
poste [courrier], 45
poursuite, 9, 165, 182
premier âge, 112
préfet, 50
préséance, 51
président, 30
presse, 185, 225
prison, 118
prix, 91, 210
procédure, 233
produit chimique, 140
profession, 151
propagande, 126, 141
proxénétisme, 130
prud'hommes, 13, 14, 24
publication, 130

pudeur, 203
puissance paternelle, 176
pupille, 114

R

radiation, 170
rébellion, 189
recel, 208
reclassement, 118, 119
recrutement, 28, 188
réforme, 15-24, 16, 18, 52, 88
réfugié, 145
registre, 112, 146
réhabilitation, 218
rentrée, 58-59
repos, 110
réquisitoire, 236
restitution, 68
retraite, 16, 19, 32, 166
rôle, 219, 237
route, 217

S

saisie, 135-139
secrétaire, 31, 32, 33
sécurité, 70
séjour, 192-193
sépulture, 204
séquestre, 133-140, 221
serment, 19, 55-57
session, 60-62
société philanthropique, 9
soldat, 182
spéculation, 210
statistique, 80-87, 104, 105, 106, 118, 129
statut, 108
substitut, 16, 17, 19
succession, 178
sûreté, 69-70
surveillance, 109, 186
syndic, 98
syndicat, 108-109

T

territoire, 192-193
tirage au sort, 60-62
tract, 187
trafic, 191
traité, 168
traitement, 16, 31, 40
transport, 73, 89, 127-128, 210
travail, 102-111, 201, 214-216
tribunal, 16, 19, 20, 30, 37, 57, 58-59, 68, 72, 138, 156, 233
 de commerce, 11, 12, 23, 65, 232-233
 de première instance, 18-20, 59
 des conflits, 235
 pour enfants, 116
trouble, 182
trouble mental, 120
tuberculose, 120
tutelle, 113

U

usine, 140

V

vacation, 30
vagabondage, 121
veuve, 143
vice-président, 19
vie privée, 205
vin, 9
violation, 182, 204, 205, 209
violence parentale, 176
voie publique, 190
vol, 208

W

warrant, 100

INDEX DES NOMS DE LIEUX ET DE PERSONNES

Avertissement au lecteur : cet index renvoie aux cotes et non aux numéros de page. Seul le corps de l'instrument de recherche est indexé. Toutefois, la typologie des documents n'a pas été indexée. Les noms de lieux sont signalés en italique et les noms de personnes en petites majuscules.

A

Ain, 60, 157, 184
ANDRÉ, 179, 208
ANTINELLI, 223
ARBEL, 211
AUBINEAU, 29

B

BALMONT, 206
BARAILLER, 42
Belley, 148
BERGERON, 198
BERNOUD, 206
Bessèges, 232
BINDING, 174
BLACQUE-BELAIR (Aimery), 119
Bourg-Argental, 189
Bourg-en-Bresse, 148
BRUN, 190

C

CARAIL, 42
Chambon-Feugerolles, 184
Charlieu, 152
CHARVERIAT, 42
COHEN, 174
COLLON, 42
COMBE, 198
Couzon, 211

D

DEBIZE, 203
DEBORNE, 200
DECORET, 42
DELOSTE, 190
DELOUCHE, 34
DESPEYROUX, 207
DOMINJON, 171
DUFOUR, 207

DUVERNAY, 198

E

ESCAICH, 191
ETTER, 174

F

FAURE, 179
(fabricant d'armes), 211
Léopold, 42
FENET, 197
Firminy, 183
Fourvière, 217
France, 26, 143, 167
FREY, 174

G

GAUCHER, 208
GÉMY, 200
Genève, 182
GENTIL, 206
Gier, 212
GIGNOUX, 42
Givors, 87
GLATTARD, 204
GRANGE, 34
GUCHEN, 42
GUILLAUME, 42

H

HEMART, 42
HENCKELL-SCHEILLI, 221
Herbouville, 217
HOFFMANN, 174
HUMBERT, 42

J

JANISSON-RIVOLLIER, 191

L

La-Tour-du-Pin, 186

LACOMBE, 232

Joseph, 42

La Ricamerie, 189

La Voulte, 232

LECUYER, 187

LÉGER, 235

LENZBOURG, 221

LEVEQUE, 29

LIERSE, 174

LIOThIER, 183

LOENGER, 183

Loire, 61, 67, 157, 189

Lyon, 19, 20, 26, 27, 69, 118, 135, 187, 189

M

MARCANGELI, 42

Marseille, 183

MARTIN

Charles, 42

Claudius, 42

Jean, 42

MENGHI, 188

MONFOUILLOUX, 170

Montbrison, 148

MORBOZ, 188

MOURIN, 197

N

Nancy, 77

Nantua, 23, 148

O

Oyonnax, 23

P

Petit-Saconnex, 182

PERRINJAQUET, 42

PICQUET, 183

PIGNARD, 203

PINNAU, 174

POCCHIOLA-GIORS, 198

POULLEAU, 208

R

RAVIER, 42

REVEREND DE MESNIL, 179

Rhône, 62, 148, 157

RIFFARD, 200

Roanne, 19, 106

ROGNON, 234

Rome, 10

ROTTLOFF, 174

ROUAIX, 190

S

Sain-Bel, 217

Saint-Étienne, 19, 57, 184, 185, 217

Saint-Fons, 184

Saint-Genis-Laval, 152

Saint-Pierre-la-Palud, 217

SAUTIQUET, 190

SCHNEIDER, 223

SCHOTTLAENDER, 174

STACCHINI, 206

STEIN, 174

T

Terre-Noire, 232

TRAINARD, 191

Trévoux, 148

V

VACHER, 199

Vénissieux, 142

VERDI, 198

VERNET, 190

VIGNON, 191

VIGOUROUX, 228

Villeurbanne, 142, 152

VINAÏ, 198

W-Y

WOHLWILL, 171

YELITCHITCH, 207

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION.....	1
IDENTIFICATION.....	1
CONTEXTE.....	1
CONTENU ET STRUCTURE	6
CONDITIONS D'ACCES ET D'UTILISATION	7
CONTROLE DE LA DESCRIPTION	10
SOURCES COMPLÉMENTAIRES	11
I. FONDS DES ADMINISTRATIONS OU JURIDICTIONS EN RELATION AVEC LE PARQUET GENERAL.....	11
II. FONDS DU PARQUET GENERAL POUR LES PERIODES ANTERIEURES ET POSTERIEURES	17
III. FONDS DU PARQUET GENERAL : SOURCES IMPRIMEES, BIBLIOTHEQUE MUNICIPALE DE LYON	18
BIBLIOGRAPHIE	21
RÉPERTOIRE	23
SOMMAIRE	25
ANNEXES.....	55
ANNEXE 1 : TABLEAU DE CONCORDANCES DES COTES	55
ANNEXE 2 : LISTE DES PROCUREURS GENERAUX DE LA COUR D'APPEL DE LYON (1800-1940)	63
ANNEXE 3 : ORGANIGRAMME DU PARQUET GENERAL AU XIX ^E SIECLE	64
INDEX DES MOTS MATIÈRE.....	65
INDEX DES NOMS DE LIEUX ET DE PERSONNES	69
TABLE DES MATIÈRES	71